

Année scolaire

2016-2017



Les aspects des ADR en Turquie sur le développement économique et social dans la région

Etude de cas de l'ADR de Karacadağ

Cansu Alkan

Direction: Marie-Vic Ozouf-Marignier

Elise Massicard

Table des matières

I.	Introduction	1
II.	Les approches du développement face aux disparités spatiales	8
	A. Le concept du développement régional	8
	1. Mesurer le développement durable	15
	2. Les institutions du développement régional	18
	B. Les district industriels comme moyen de l'économie régionale	23
III.	Les politiques du développement à l'échelle régionale : le cas de l'ADR de Karacadağ.....	31
	A. Le développement régional dans le point de vue de la Turquie	33
	1. Les politiques régionales exercées par l'Etat	34
	2. Güneydoğu Anadolu Projesi (Projet d'Anatolie du Sud-Est) : le projet primordial sur le développement du Sud-Est Anatolien	39
	B. L'ADR de Karacadağ	43
	1. Le principe de participation dans l'ADR	47
	2. L'importance de l'espace et de la localisation	50
	3. Les stratégies de Districts Industriels existent-elle?	52
	4. L'Analyse du Développement de la région TRC2.....	54
IV.	Conclusion	61
V.	Bibliographie	64
VI.	Annexe 1: Le rapport de progrès de l'UE (2005)	68
VII.	Annexe 2 : OECD Regional Outlook (2014):	71

Liste des acronymes, sigles et abreviations

ADR	Agence de Développement Régional
TRC2	La région Diyarbakır-Şanlıurfa (NUTS)
GAP	Güneydoğu Anadolu Projesi (Projet d'Anatolie du Sud-Est)
DTP	Devlet Planlama Teşkilatı (Organisation de Planification de l'État)
MEB	Milli Eğitim Bakanlığı (Le Ministère de l'Éducation)
AKP	Adalet ve Kalkınma Partisi (Parti de la Justice et du Développement)
DD	Développement durable
IDD	Indicateur de développement durable
IDH	Indice de développement humain
TÜİK	Türkiye İstatistik Kurumu (L'Institut Statistique de Turquie)

I. Introduction

Le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne est dans les limbes depuis plusieurs années à cause des raisons politiques et sociales. Le Parti de la justice et du développement (AKP - *Adalet ve Kalkınma Partisi*) a mis en oeuvre les demandes de l'Union européenne à partir de son arrivée au pouvoir, surtout au début de son mandat qui coïncide avec les années 2002-2007. Les politiques régionales étaient au coeur du processus d'adhésion en raison des critères de Copenhague. Les critères d'adhésion ou critères de Copenhague ont été définis en 1993 et renforcés en 1995 afin de déterminer les conditions pour qu'un pays puisse devenir membre de l'Union européenne. Selon ces critères, "l'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité de l'Etat de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux Etats membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes."¹ Le pays candidat doit disposer d'institutions stables garantissant toutes les valeurs indiquées dans la traité.² Depuis le statut octroyé comme pays candidat de la Turquie, les critères sur le respect des droits de l'homme et les droits des minorités étaient un obstacle pour son adhésion. De plus, l'un des critères d'éligibilité approuvés par le Conseil européen est de réduire les inégalités économiques et sociales entre les individus, ainsi qu'entre les régions. L'une des premières demandes est de réduire les disparités économiques entre les régions en Turquie.³ À ce stade, les Agences de Développement ont été fondées afin de réduire les inégalités entre les régions. L'agence est devenue l'acteur principal dans une région pour arriver à une position dans la compétition mondiale. La raison principale de l'émergence des agences de développement était le processus de l'adhésion à l'Union européenne.

¹ L'article 2 (Titre I dispositions communes) de *la traité sur l'Union européenne* (version consolidée), 26/10/2012.

² L'article 49 (Titre VI dispositions finales) de *la traité sur l'Union européenne* (version consolidée), 26/10/2012.

³ Turkey 2005 Progress Report, Brussels, 9/11/2005

http://www.ab.gov.tr/files/AB_Iliskileri/Tur_En_Realitons/Progress/Turkey_Progress_Report_2005.pdf

La loi portant sur l'organisation, la coordination et les fonctions des Agences de Développement numéro 5449 régle l'établissement des Agences de Développement Régional et leur administration. Elles ont été fondées avec l'objectif de faire développer la coopération entre le secteur public, le secteur privé et les organisations non gouvernementales, d'assurer l'utilisation effective des ressources, d'accélérer le développement régional avec les principes et les politiques à l'échelle nationale au moyen de découvrir la potentiel locale, pour assurer le maintien et pour assurer les inégalités interrégionales et intra-régionales.⁴ Bien que les agences aient un aspect extraordinaire, et qu'elles semblent jouer un rôle- clef pour solliciter tous les problèmes économiques régionaux, le Ministère de Développement prévoit aujourd'hui certaines réformes puisqu'il ne perçoit pas en l'Agence un acteur suffisant pour la réussite d'un développement durable dans une région capable de réduire les disparités interrégionales.

L'Accord de partenariat a été signé entre la Turquie et l'Union européenne en 1964, et l'union douanière en 1995 afin de progresser les relations commerciales et créer un marché internationalisé entre les deux. Le Conseil européen a octroyé le statut de pays candidat en Turquie en décembre 1999, et les négociations d'adhésion ont été ouvertes en octobre 2005.⁵ Les négociations ont été suspendues dans un contexte de tension entre le gouvernement turc et les Kurdes en 2015, une tendance à emprisonner les journalistes, la fermeture de nombreux médias d'opposition, l'attitude agressive contre le mouvement de Gezi en 2013. Après la tentative de coup d'Etat en juillet 2016 par le mouvement Gülen, malgré le rapport de l'Union européenne qui soutient toutes les initiatives "démocratiques" afin de trouver les personnes qui avait réalisé le coup d'Etat, les méthodes utilisées pendant le processus juridique ont été interprétées comme un régime autoritaire par l'Union européenne. Dans ce processus, l'Union européenne et les médias occidentaux ont critiqué les procédures juridiques suivant et l'attitude du gouvernement de l'AKP vers les opposants dans ce processus. C'est la raison pour laquelle dans les dernières années, l'AKP et Recep Tayyip Erdoğan (le président de la République) ont changé leurs attitudes envers l'Union

⁴ Kalkınma Ajanslarının Kuruluşu, Koordinasyonu ve Görevleri Hakkında Kanun, Kanun n°5949, Resmi Gazete, 08/02/2006.

⁵ Turkey 2016 Report, European Commission , Brussels, 9/11/2016
https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_turkey.pdf

européenne, et vice-versa. Les relations entre la Turquie et l'Union européenne se sont affaiblies et les négociations ne progressent plus depuis l'été 2016, même si elles ne sont pas officiellement gelées. Le président de la Commission européenne Jean Claude Juncker a même estimé en novembre 2016 que *“tout ce que font les autorités turques aujourd'hui me fait croire que finalement la Turquie ne veut pas”* respecter les conditions requises à la poursuite de négociations. Le 25 mars 2017, Recep Tayyip Erdoğan a déclaré son vœux d'organiser un référendum sur l'arrêt de la poursuite des négociations d'adhésion à l'Union européenne.⁶

La classification des régions est un sujet qui est le plus fondamental en analyse spatiale et en développement, mais aussi parfois un problème des plus controversés pour les régions administratives et fonctionnelles. La langue ou les autres diversités culturelles délimitent les secteurs de marché qui sont comprises au sein des frontières nationales et entre elles. Par exemple, les limites économiques informelles ont été tracées en Suisse, pays avec quatre langues nationales distinctes selon les modèles d'appels téléphoniques en 1985 puisque la fréquence de communication des gens dépend de leurs origines linguistiques communes.⁷ En outre, il existe des inquiétudes économiques concernant les frontières des régions. Elles sont en général créées par la proximité d'un centre urbain puisqu'il possède des zones de marché, des régions de services médicaux d'urgence ou des zones desservies par des compagnies d'électricité. Les méthodes de classement des régions impliquent généralement une combinaison de suppositions étudiées et d'analyses statistiques qui regroupent les communautés avec d'autres subdivisions politiques et les représentent comme une unité homogène unique.⁸

Les anciennes provinces de l'Empire Ottoman étaient très vastes. Ces grandes provinces ont été créées par *Vilayet Nizamnamesi* (le règlement provincial) en 1871 afin d'empêcher les rebellions dans les provinces, en utilisant le pouvoir de la bureaucratie et de la participation du sujet de l'Empire, ainsi qu'en réduisant leurs dimensions par rapport à leurs anciennes dimensions. Cette nouvelle structure administrative reflétait l'administration provinciale

⁶ Toute l'Europe, l'Adhésion de la Turquie à l'Union européenne, où en est-on?, 18/04/2017
<http://www.touteurope.eu/les-politiques-europeennes/elargissement/synthese/adhesion-de-la-turquie-a-l-union-europeenne-ou-en-est-on.html>

⁷ Mary E. Edwards, “Nature and Scope of Regional and Urban Economics”. *Regional and Urban Economics ans Economic Development. Theory and Methods*. Taylor&Francis Group, 2007. p.6.

⁸ *ibid.* p.8.

française puisque la France était un pays centralisé à l'inverse de l'Angleterre qui était décentralisée.⁹ À cette époque-là, les gouverneurs essayaient de protéger l'intégrité territoriale de l'Empire avec l'idée de l'*ottomanisme* (une idéologie qui couvre tout le sujet de l'Empire bien qu'il se compose des différents "ethnicités¹⁰"). Par contre, la plupart des territoires où la population arabe et balkanique ont vécu, ont été perdus dans la Première Guerre mondiale. La République de Turquie a été consolidée au sein du nationalisme turc tandis que l'*ottomanisme* a perdu sa valeur. Cependant le nationalisme turc ne couvrait pas tous les citoyens de la République, composée des différentes ethnicités. La structure administrative provinciale a alors été recréée en divisant par des unités plus petites pendant le processus de création de la République de Turquie depuis 1923 afin d'empêcher les nouvelles rébellions. Ces nouveaux départements sont devenues les principales unités administratives. En 1941, sept régions (bölge) sont créées dans le premier congrès géographique turc. Ces sept régions baptisées en fonction de leur noms géographiques n'obtiennent pas de statut administratif ni de structure institutionnelle. Le niveau régional ne représente alors aucune réflexion linguistique ou religieuse, et il ne vise pas aussi aucune classification économique.¹¹

L'économie du développement en tant que catégorie à part entière du champ économique apparaît tardivement, après la Seconde Guerre mondiale. Selon le théoricien A. W. Lewis considéré comme l'un des fondateurs de cette discipline, nous pouvons la définir comme "l'analyse économique des pays les plus pauvres". Cette définition ne prend pas en compte les questions et débats actuels : le développement ne peut se caractériser seulement par la mesure du revenu par tête à un moment historique, sous risque de pas présenter les caractéristiques essentielles du développement, celui-ci ne se réduisant pas qu'à la croissance.

D'un point de vue économique, la croissance se définit comme un changement quantitatif, que l'on mesure généralement avec le Produit National Brut, ou le Produit Intérieur Brut, parfois pondéré par habitant. Cet indice permet de caractériser l'augmentation des richesses produites sur une période et un pays données, la plupart du temps par année. Néanmoins, le développement prend forme d'un changement qualitatif. Perroux (1974) insiste sur la notion

⁹ İlber Ortaylı, *İmparatorluğun En Uzun Yüzyılı*, 2ème édition, İletişim Yayınları, İstanbul, 1999. pp. 140-141

¹⁰ Nous utilisons "ethnicités" parce que le sujet se divisait selon soit leur religion, soit leur nationalité dans l'Empire Ottoman.

¹¹ Ulaş Bayraktar et Elise Massicard, "Des réformes inachevées". *La décentralisation en Turquie*. AFD, 2011. p.16.

de développement comme une « combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ». C'est la raison pour laquelle la croissance ne suffit pas comme mesure du développement. Les travaux au développement prennent les impacts sociaux (par exemple la situation éducative des femmes) en compte afin d'allier l'amélioration et l'efficacité économique avec les problématiques d'ordre social et environnemental, d'assurer l'équité entre les gens, et aussi entre les générations pour que les générations futures aient les mêmes opportunités et richesses qu'offre le système et les générations actuelles, l'équité entre les pays mais aussi au sein des pays.

Méthodologie et problématique

Etant donné que nous avons disposé déjà quelques points importants - même rapidement - de notre sujet, ce travail a pour objectif d'ouvrir des pistes de recherche plus approfondies sur les effets de l'Agence de développement de Karacadağ sur le développement régional et par une analyse quitte à laisser en suspens des conclusions générales sur l'économie à l'échelle régionale et nationale. L'enjeu le plus important de cet étude et de travailler à partir des statistiques gouvernementales. Le travail de Morten Jerven donne à voir de quelle manière les modalités de recueil des données et de calcul des agrégats, fréquemment problématiques, incorporent des éléments très hétérogènes, souvent contingents.¹² Néanmoins il existe des autres enjeux qui nous donne des difficultés comme le terrorisme ou l'économie informelle. C'est la raison pour laquelle, les entretiens dans la région sont faits avec les agents qui travaillent dans l'ADR de Karacadağ.

La problématique pourrait tenir en une question : Quels sont les aspects des agences régionales de développement sur les économies régionales ? Comment le processus d'adhésion à l'UE de la Turquie s'axe des politiques régionales turques ? En effet, la réflexion sur le sujet est stimulée par une étude de cas de l'Agence de développement de Karacadağ, ce qui nous conduit à poser cette question afin d'essayer déterminer les effets de l'Agence développement de Karacadağ sur le développement de la région dont celle-ci se trouve.

¹² Agnès Labrousse, "Chaînes statistiques et économie politique du chiffre", *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2016/4 (71e année), p. 845. (Le travail de Morten Jarven est basé sur l'exemple des pays d'Afrique subsaharienne anglophone, mais il parle de l'existence des autres pays, comme la Russie, qui ne déclarent pas les données fiables.)

Nous avons choisi ce sujet parce que les niveaux du développement des provinces sont différents en Turquie et la disparité économique entre les provinces est l'un des principales questions. L'économie du développement fait l'objet de débat tant dans sa conception, que dans sa dénomination. Si au départ l'économie du développement est basé une délimitation géographique, elle repose elle même sur une distinction des pays par leurs revenus par tête. Avec ce critère, une « ligne » séparant les pays « développés au Nord », et les « autres » au Sud de cette ligne. Ces « autres » pays sont regroupés sous les noms de nouveaux pays industriels, pays émergents, les pays du tiers-monde... En même temps, dans certains pays une « ligne » séparant les régions « développées » et les régions « sous-développées ». Comme les pays, les régions ne se développent pas aussi à la même manière. Certains auteurs maintiennent que cette ligne séparant les régions s'incarne avec les effets des conditions géographiques des régions/provinces.¹³ Les niveaux du développement économique et social sont extrêmement différent au Est et au Ouest de la Turquie.¹⁴ Le Sud-Est Anatolien est particulièrement connu la région le plus sous développé. Il faut ne pas oublier que la question kurde n'est plus une question strictement régionale.¹⁵ Mais la question régionale est toujours indissociable de la question kurde. De ce fait, la question de la spécificité des agences régionales installées en zones kurdophones ne peut être ignorée. Elle est caractérisée par la permanence d'un peuplement kurde majoritaire, par des rapports spéciaux entretenus entre l'Etat et toute organisation se revendiquant kurde et, de manière générale, par la construction rhétorique et pratique d'une opposition difficilement dépassable entre Etat turc et population kurde.¹⁶

Nous avons une échantillon très restreint pour nos entretiens puis que nous avons préféré nous concentrer sur les activités des agences. C'est pourquoi, nous avons interviewé des agents de l'ADR de Karacadağ et un expert qui travaille dans l'ADR d'Istanbul comme supplémentaire. Par contre, nous avons profité des enquêtes et des divers travaux de l'ADR de Karacadağ car notre point de départ est de comprendre le point de vue des ADR pour le développement régional.

¹³ voir les auteurs comme Krugman, Myrdal, Hirshman, Perroux

¹⁴ par PIB, mais aussi par la quantité et qualité des institutions et des entreprises etc.

¹⁵ Pérouse J.F., 2005. Reposer la « question kurde ». In Vaner S. (dir.), La Turquie, Paris, Fayard, p. 357-387.

¹⁶ Watts, N.F., 2009; Re-Considering State-Society Dynamics in Turkey's Kurdish Southeast. European Journal of Turkish Studies, 10, Online. URL: <http://ejts.revues.org/index4196.html>

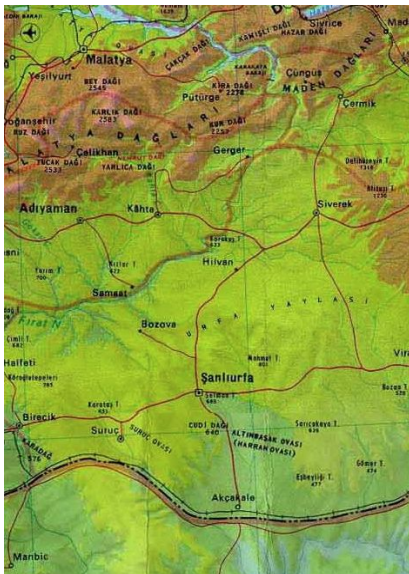
Ces angles d'approche fournissent les axes principaux du mémoire. Une première partie sera consacrée un travail de l'analyse de la théorie du développement. La deuxième partie jettera d'abord les bases de l'établissement des agences de développement en Turquie en analysant la conjoncture historique de la Turquie sur les politiques du développement régional. Elle cherchera deuxièmement à comprendre les politiques de l'ADR de Karacadağ dans la région TRC2 avec les statistiques gouvernementales, les rapports de l'ADR de Karacadağ et les entretiens.

II. Les approches du développement face aux disparités spatiales

A. Le concept du développement régional

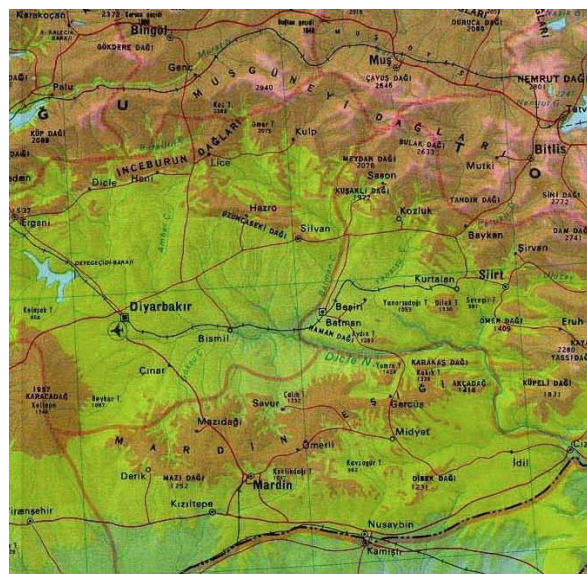
Les provinces Diyarbakır et Şanlıurfa se sont classées dans le classement du développement socio-économique respectivement 67^{ème} et 73^{ème} en 2012 selon les données du Ministère du développement. Ils sont dans la catégorie sous-développé en matière de l'éducation et la vie social ainsi qu'ils se trouvent dans les provinces compétiteurs sur les sujets comme l'accessibilité et l'infrastructure. Ces deux provinces se trouvent au Sud-Est de la Turquie, qui est blottie dans l'Hinterland vallonné. Cette situation géographique influence leurs relations économiques avec les autres provinces. Cependant, ils se trouvent au bord de la frontière avec la Syrie et l'Iraq. C'est pourquoi, le commerce extérieur prend une importance pour l'économie de la région.

La carte physique de Şanlıurfa



source: MTA

La carte physique de Diyarbakır



source: MTA

L'espace dans l'économie a longtemps été nié ou peu pris en compte. Par notre cas d'étude nous avons souligné les impacts des disparités spatiales et comment elles ont pu participer à l'émergence de problèmes sociaux. L'économie géographique et spatiale permet

d'appréhender les activités économiques réparties inégalement sur les territoires et non de manière homogène. Le développement économique se construit et reste largement inégal et ce à toutes les échelles spatiales.

Après un bref aperçu des sources qui ont construit l'économie spatiale, nous nous concentrerons sur les théories du développement régional et nous terminerons sur le rôle des institutions dans ce développement.

Ce sont en premier lieu les travaux de Von Thünen que retient la littérature compte à la localisation. Celui-ci s'intéresse à la localisation des productions agricoles, organisée de manière concentrique avec en son centre un marché. Si D. Ricardo considérait que le coût de production varie en fonction de la fertilité du sol, Von Thünen retient la distance au centre comme facteur déterminant. Les limites de ce modèle résident dans les hypothèses de départ qui induisent une plaine uniforme dans un état isolé, qui simplifie la réalité pour saisir l'effet de la distance sur l'affectation agricole de l'espace.¹⁷

Alfred Weber élabore un modèle de localisation industrielle en 1909. Selon lui, la meilleure localisation est celle minimisant les coûts de production. En effet les matières premières ont une localisation spécifique et non ubiquiste. La théorie de Von Thünen s'inscrit dans un cadre agricole, alors que Weber se place plutôt dans un espace industriel. Deux facteurs influencent la localisation industrielle : d'un côté, un facteur régional avec les coûts de transport et les coûts de main d'oeuvre. De l'autre, un facteur local avec les forces d'agglomération. Le point de départ de sa théorie repose sur un triangle de localisation. Un des sommets du triangle représente le marché d'une production donnée, les deux autres étant les sources de matière première nécessaires à la production. Quelle est la localisation optimale de l'usine qui fabrique et expédie sa production sur le marché? Ce point est celui où tous les coûts de transport sont minimisés. Si ce point se trouve en général à l'intérieur du triangle, Weber montre qu'en contexte spécifique (source d'énergie ou bassin de main d'oeuvre à coût faible), l'avantage peut se situer en un site extérieur au triangle, préférable à la minimisation des coûts de transport.¹⁸

¹⁷ Combes, P.P., Mayer, T., Thisse, J.F., *Economic Geography: The integration of regions and nations*, *Economica*, 2008.

¹⁸ *ibid.*

Pour Auguste Lösch (1940) la localisation dépend principalement d'un souci de maximisation des profits. La localisation industrielle optimale doit assurer un revenu maximum, soit l'écart entre le revenu et le coût global. C'est ici la demande qui constitue la variable fondamentale. A l'inverse du coût minimum comme facteur essentiel, c'est la perspective de profit maximum qui l'emporte, et donc d'accroissement de rentabilité.¹⁹

Riches de ces approches spatiales de l'économie, se sont développés d'autres domaines de recherche, notamment concernant les politiques régionales de développement.

Depuis les années 1930 se sont développées et implantés des politiques régionale pour faire converger et une efficacité économique et un équité sociale. Concernant l'efficacité économique, les disparités régionales se font par exemple au niveau de l'emploi. Armstrong et Taylor (2000) retiennent plusieurs arguments quant à la réduction des inégalités régionales. La nation entière pourrait mieux se porter en redistribuant les emplois ou en facilitant les appariements entre individus et emplois disponibles. Une meilleure répartition et diffusion des activités économiques sur le territoire est susceptible de réduire les coûts de congestion, les embouteillages et les dommages environnementaux. Concernant l'équité, réduire les disparités interrégionales pourrait contribuer à un objectif plus global de réduction de tous types d'inégalités indésirables entre individus.²⁰

Les politiques régionales sont généralement fondées sur des théories du développement régional, dont voici une présentation non exhaustive.

Dans les versions interrégionales de la théorie néoclassique, la croissance est déterminée par le développement et la mobilité des facteurs de production et de la technologie. A long terme, les régions devrait converger et les inégalités de PIB régionaux per capita devraient disparaître. Cette convergence apparaît si les régions principales accumulent les capitaux rapidement jusqu'à ce qu'elles arrivent à une situation de diminution, ce qui déplace l'investissement dans les régions auparavant moins attractives. Ce processus est renforcé par

¹⁹ *ibid.*

²⁰ Van Dijk J., Folmer H., Oostrhaven J., « *Regional Policy : Rationale, Foundations and Measurement of its Effects* », Chap. 23 dans *Regional Dynamics and Growth : Advances in regional economics* (Capello R. et Nijkamp P.), 2008.

quatre autres mécanismes : les échanges interrégionaux, les migrations du travail, le capital mobile et le transfert de technologie.²¹

La théorie de la croissance endogène développée surtout par Romer (1990), rend le progrès technique explicitement dans ce modèle, tandis que pour la théorie néoclassique de la croissance, celui-ci est exogène. Selon la manière dont le changement technologique est pris comme facteur endogène, les résultats peuvent faire naître une convergence, mais aussi amener `æ des croissances polarisées.²²

Les théories radicales, caractérisée comme « post fordistes » voient en l’histoire une séquence de période de conflits entre les classes laborieuses et les détenteurs du capital. Les régions capables de créer des concentrations géographiques de petites et moyennes firmes (« new industrial districts ») ont la capacité de se développer.

La théorie du capital social se focalise sur les impacts sociaux, culturels et des influences politiques sur le développement économique. En s’appuyant principalement sur les réseaux et la cohésion sociale, Putman (1993) tente d’expliquer les différences de revenus entre le sud et le nord de l’Italie. Durlauf (2006) argue que même avec un fort intérêt pour le capital social en économie, le concept lui-même reste vague, ne permettant pas d’analyser clairement les effets.²³

Les modèles de la New Economic Geography (NEG) ont basés sur les travaux de Krugman (1991), et sont essentiellement des modèles de causalité cumulative. Une fois le développement engagé dans une région, elle devient attractive pour de nouvelles firmes et pour le travail, via les économies d’échelle. Le processus d’agglomération peut aussi être conduit par des effets de productivité par des liens étroits input-output (Venables, 1996). Le processus de causalité cumulative peut mener à un creusement des disparités régionales, mais si les coûts de transport baissent, la convergence peut-être envisagée dans le long terme.²⁴

Les théories sont relativement ambivalentes quant aux résultats, qui peuvent mener soit à une convergence ou bien à un creusement des disparités régionales. Cependant la plupart basent

²¹ *ibid.*

²² *ibid.*

²³ *ibid.*

²⁴ *ibid.*

les issues sur les conditions mises en place ou manquantes, qui peuvent influencer les trajectoires de développement régional.

Cuadrado-Roura (2001), identifie sept attributs à une meilleure performance régionale, en étudiant les régions européennes, dont une offre de travail moyennement et hautement éduquée, l'image d'un climat social positive, une taille industrielle mixte ou encore une structure institutionnelle avec un des stratégies de leadership revenant à la région elle même.

25

Dans notre cas particulier, nous avons vu qu'il s'agit d'une stratégie locale que de s'associer aux initiatives privées pour développer économiquement la région TRC2.

La science régionale apparaît après la seconde guerre mondiale. La théorie du développement régional prend racine dans l'institutionnalisme et marquée par Myrdal (1957), Hirschman (1958), et Perroux (1955, 1983, 1988). L'analyse de Perroux est basée sur les rapports entre, d'une part agglomération économique (pôles de croissance dans un espace géographique), et d'autre part les externalités (pécuniaires et technologiques) avec les relations de pouvoir. Ainsi son analyse par les pôles de croissance et de développement régional se tient dans une perspective institutionnelle prégnante, et montre la manière dont les inégalités au sein des relations économiques sont confirmées institutionnellement, mais aussi comment une seule politique publique bien fondée est censée contrecarrer un développement inégal.²⁶

L'idée est que la présence d'une ville par ses économies d'agglomération, peut suffire à déclencher un processus soutenu de développement, à condition que l'Etat continue à y investir. Le régulateur serait donc en mesure d'influencer la trajectoire spatiale de l'activité économique. Le concept de pôle de développement prend source dans l'analyse des relations interindustrielles et intersectorielles. Il existe des relations d'échange et des relations techniques entre branches de l'économie. Les dépenses faites dans un secteur déclenchent d'autres dépenses en vertu des effets multiplicateurs. De plus certaines industries sont motrices dans le développement. L'idée sous tendue est qu'encourager des regroupements permet de maximiser les effets multiplicateurs. La dynamique déclenchée par des investissements concentrés complétée par la vitalité d'un milieu urbain serait en mesure de

²⁵ *ibid.*

²⁶ Higgins B.J., Savoie D.J, Regional development theories and their application, *Transaction publisher*, 1995.

susciter un pôle de développement avec des effets se répandant dans toute la région. Il s'agit de *trickle-down effects*. Déclencher un processus soutenu de développement régional en menant une politique de concentration spatiale des investissements est fonction des économies d'agglomération dynamiques. La concentration spatiale n'est pas à elle seule, gage de développement. Les gains des investissements à un moment précis resteront limités dans le temps et dans l'espace. Il est donc nécessaire de favoriser d'autres facteurs favorables au développement pour faire perdurer les effets dans le temps.²⁷

Ces théories de la science régionale semblent être en perte de vitesse depuis les dernières décennies. En effet, des tentatives de développement de régions défavorisées, comme en France, au Canada ou au Brésil, n'ont pas obtenu les effets escomptés. De plus certaines critiques à Perroux soutiennent que dans sa théorie, l'espace économique reste abstrait, ou encore que l'application est non conforme à la théorie. Pour Lausen par exemple, la théorie des pôles est une théorie « de la croissance conditionnelle » : un phénomène (pôle) existe et les raisons de la dynamique sont expliquées, mais pas les conditions nécessaires à l'existence même de ce pôle.²⁸

Les politiques régionales et les politiques de développement régionales sont différentes mais en général convergentes. Les agences de développement régionales semblent être politiques régionales à proprement parler, puisqu'ils visent à réduire les disparités et inégalités régionales entre les régions, notamment en terme de socioéconomique. Cependant il s'agit en même temps d'une politique de développement régional, en ce sens que l'objectif est aussi de développer les régions pour elles mêmes.²⁹ Nous sommes donc en présence de deux échelles, celle "internationale" dans le cadre de l'Union Européenne, et d'un niveau plus local, puisqu'il est question d'un investissement par la province elle-même, voulant se démarquer de la stratégie nationale. Le cas étudié ne relève pas des analyses économique ni à l'échelle locale, ni à l'échelle nationale. Par contre, comme nous l'avons montré depuis le début, nous allons bénéficier des données disposées pour interpréter le progrès de la région.

Les activités économiques sont réparties très inégalement sur les territoires et non de manière homogène. Ainsi le développement économique s'est construit et reste largement inégal et ce

²⁷ *ibid.*

²⁸ *ibid.*

²⁹ Polese M., Shearmur R., Economie urbaine et régionale. Introduction à la géographie économique, *Economica*, Paris, 2009.

à toutes les échelles spatiales.³⁰ Afin de préciser les disparités spatiales, il faut commencer en mesurant le développement des régions. Dans ce but, nous analyserons d'abord les critères du développement durable. Deuxièmement nous exerceons les institutions du développement régional.

³⁰ Prager J.C., Thisse J.F., Économie géographique du développement, Repères, 2010.

1. Mesurer le développement durable

La stratégie de développement régional des ADR s'inscrit en réponse à des inégalités spatiales. Les organisations institutionnelles et leurs politiques publiques peuvent intervenir dans un processus de développement. Dès lors, comment inscrire le développement local et régional dans la durabilité? Le concept de Développement durable tente d'appréhender un modèle de développement retenant des critères intéressants pour notre cas. De quelle manière la politique de développement régional des ADR peut-elle s'inscrire comme une dynamique de développement durable?

Le problème principal sur le développement vient de la soutenabilité de la croissance. La distinction entre les pays développés et les pays sous-développés apparaît après la Seconde Guerre mondiale parallèle à une période de décolonisation, les critères actuels semblent toujours liés à cette distinction. L'idée d'une croissance comme variable clé et nécessaire au développement se répand largement.

« The limits of Growth » met en éclairage des points comme la nécessité d'une croissance zéro, et les risques liés à un niveau de croissance soutenu. En 1984, l'ONU s'inquiète des problèmes liés à la croissance et à l'environnement, et crée une Commission Mondiale de l'environnement et du développement (CMED). Celle-ci produira 3 ans plus tard le rapport Brundtland, faisant converger la problématique des pays du Sud et des pays du Nord : Comment parvenir à un développement soutenable (ou durable) à une échelle mondiale? La définition du Développement Durable (DD) largement propagée que propose ce rapport retient : « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs ». Le rapport relève que les conditions nécessaires à un DD reposent sur 3 piliers : l'économique, le social et environnemental. Ce concept de DD laisse à chacun et à chaque discipline d'appréhender à sa manière. Ainsi certains privilégieront l'aspect économique, d'autres l'environnement mais les décisions d'ampleur reviennent au niveau des politiques publiques donc la plupart du temps aux Etats. Le DD est popularisé dans un sens large et identifiable par tous.³¹

³¹ Meadows, Halte à la croissance?, Paris, Fayard, 1972.

Le Rapport Meadows de 1972 interpelle la société sur les risques liés à une croissance économique lourde sur la planète. Il analyse et anticipe les conséquences de l'industrialisation, de la croissance démographique et surtout la comptabilité de ces transformations au regard des ressources naturelles disponibles. En tenant compte des évolutions technologiques et des capacités d'adaptation des écosystèmes, le rapport conclut à un effondrement vers le milieu du XXI^e siècle. Au delà des recommandations et des analyses des effets de la croissance sur un monde fini, le rapport Meadows revient sur des indicateurs de bien être humain et d'empreinte écologique.

Pour pouvoir enclencher des dynamiques et des mesures de DD, Le Sommet de Rio en 1992 aborde la nécessité de production d'indicateurs mesurant le DD. Ceux-ci, relevant des Etats sont aujourd'hui nombreux et variés. Mesurer le DD est un des enjeux fondamentaux pour permettre de comparer les pays, et de mettre en place des mesures et politiques visant à s'améliorer. Le DD s'inscrit à diverses échelles dans le droit. Plus largement le DD semble s'inscrire dans tous les textes législatifs comme une « obligation ». Les politiques publiques essaient de mettre des moyens importants dans la mise en place de politiques, que ce soit au niveau de l'Etat ou des collectivités territoriales.³²

Mesurer le DD revient à donner une évaluation du bien être, puisque le DD repose d'une part sur une solidarité intergénérationnelle (générations futures) et d'autre part sur la solidarité intra générationnelle (partage). En résulte le principe de DD à 3 piliers, avec une visée normative. Afin de mesurer le DD, les indicateurs sont nombreux. Ils sont construits dans une première mesure sous l'impulsion des organismes internationaux comme l'ONU et l'OCDE, pour permettre une comparaison internationale. A cela, chacun des pays est libre de construire, d'orienter et de juger de ses priorités. Ainsi les États identifient des objectifs à atteindre, des IDD et des échelles territoriales et régionales. Dès lors, la fabrication d'IDD permettant d'agir à des échelles plus restreintes est nécessaire. Ainsi il peut exister autant et même plus de mesures et d'IDD que d'entités.³³

³² Dubois et Mary, L'environnement urbain et son arsenal juridique, dans le développement durable, ouvrage collectif (Dir. Wickermann G.) Edition Ellipses, 2008.

³³ OCDE, UN, Measuring sustainable development, Genève, 2008.

Par exemple, l'Indice de Développement Humain³⁴ permet une comparaison internationale, mais aussi de mesurer les évolutions au sein des pays. Il repose sur la mesure de la santé, l'éducation et le revenu. L'Index of Social Progress (Estes, 1998) prend en compte 5 dimensions dont l'éducation, la santé, le statut des femmes, l'effort de défense, l'économie, la géographie ou la diversité culturelle; 10 composantes et 46 indicateurs.

La mesure de la dimension économique est liée aux statistiques. Cependant la dimension sociale est liée aux entretiens puisqu'elle souffre de difficulté de mesure sans réflexion de la population. Chaque pays a sa propre interprétation et souvent divergentes de ce qu'est la durabilité sociale : les préoccupations dépendent des niveaux et aspects de la pauvreté, la santé, le changement environnemental, mais aussi la situation des minorités ethniques, les déséquilibres entre les sexes, la qualité de vie, les relations sociales ou encore la criminalité. Pour les mesures, les prendre en compte il est nécessaire d'avoir des données, afin de construire ces indicateurs. Certaines conditions ou indices tels que les préoccupations d'ordre politique, d'estime de soi, mais aussi civiles ne sont que peu prises en compte dans les dimensions du DD. Des études montrent comment dans certains pays pauvres, les libertés politiques et civiles sont corrélées de manière positive avec le PIB, l'espérance de vie ou encore le taux de survie infantile.³⁵

Dans notre cas, nous établissons une liste selon les données dont nous disposons au regard des indicateurs du développement durable. En effet, il convient d'adapter les indices selon l'état de développement d'une part du territoire choisi (la région TRC2), et à une maille plus fine de la zone étudiée (L'ADR de Karacadağ). Les indicateurs ordinaires et (inter)nationaux sont souvent basés sur des composantes qui n'ont que peu de sens concernant le phénomène étudié, cependant nous devons nous en servir pour définir les grandes lignes (par exemple le niveau éducatif des femmes).

³⁴ Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Rapport Mondial sur le Développement humain, 1990

³⁵ Dasgupta et Weale, "On measuring the quality of life", World Development, 1992.

2. Les institutions du développement régional

L'hypothèse et le pari des agences du développement régional est qu'un arrangement institutionnel, en combinant une variété d'institutions, peut être garant d'une coordination et une efficacité dans un développement économique moderne. Quelle place ont les institutions dans un processus de développement?

Depuis les analyses de Coase et Williamson, il est reconnu que l'analyse des marchés doit se faire son contexte institutionnel. Jusqu'alors les définitions des institutions et leurs frontières n'étaient pas marquées ou mal définies. Aujourd'hui les institutions forment un jeu de règles formelles et informelles, tout en incluant leurs procédés d'application. Douglas North (1994) voit les institutions comme des contraintes formelles (règles, lois), des contraintes informelles (conventions, normes, règles de conduites auto déterminées) et leurs propres mécanismes d'application. En définissant et délimitant l'ensemble des options applicables aux individus, les institutions sont capables de réduire l'incertitude, simplifier les choix et les actions, mais aussi d'offrir une structure adéquate pour les échanges et interaction entre les agents économiques. Les institutions ne font pas que délimiter l'éventail des possibles des individus, mais rendent les interactions possibles. Ainsi les institutions permettent aussi structure pour gouverner les interactions, et fonctionnent donc comme un bien public, pour et partagé par chacun, de manière non exclusive (Nelson, 1959). Les organisations sont elles-mêmes des institutions formées par des individus (North, 1990).³⁶

Les institutions économiques ne sont pas appréhendées comme des entités statistiques mais répondantes et évoluant à des conditions changeantes. Cela est par exemple étudié dans un contexte actuel de changement technique rapide et d'intégration des marché au travers de larges distances, dans des économies régionales dynamiques par le monde. De ces évolutions complexes émergent des nouvelles variété de combinaisons et de complémentarité, des innovations institutionnelles au service des performances économiques.

En économie classique, les institutions jouent à l'évidence un rôle déjà depuis A. Smith et J.S. Mill, et plus tard avec A. Marshall (1920) qui relèvent que les structures institutionnelles influencent le comportement économique. Toutefois les institutions sont souvent vues comme

³⁶ Capello R., Nijkamp P., Handbook of regional growth and development theories, Edward Elgar, 2009.

un phénomène exogène et assez marginalisé dans la théorie économique néoclassique. Dans un système de marché, la coordination administrative n'est pas nécessaire, si ce n'est dans les firmes qui sont alors une sorte de « boîte noire ». Le courant New Institutional Economics³⁷ (NIE) rejette les idées centrales de la théorie néoclassique, à savoir que les transactions sont sans coûts et que les institutions sont neutres. Ainsi la rationalité parfaite présente chez les néoclassiques est remplacée par une rationalité limitée. Les travaux de la NIE se développent alors autour des coûts de transaction, des droits de propriétés, de la théorie des contrats entre autres.³⁸

Ces travaux ont permis d'approcher les mécanismes de coordination et la façon dont les institutions s'inscrivent dans l'économie. L'émergence de cette variété de formes institutionnelles dépend des circonstances qui prévalent dans une économie et si ces circonstances sont cohérentes avec les logiques en présence. En outre certains débats arrivent portant sur les différentes institutions capitalistes fonctionnant en complément d'autres institutions (Boyer, 1997, Baumol et al., 2007). Il existe donc des institutions de base à une gouvernance économique.³⁹

Ces auteurs décrivent les 3 formes institutionnelles économiques en jeu dans un développement régional.

Le premier forme institutionnel économique est le marché. L'idée qui est largement répandue, ce que le marché est la plus efficiente des institutions pour la coordination économique, et en particulier avec l'avènement récent des idées néolibérales. L'école néoclassique souligne cette vision rationnelle individualiste et utilitariste. Mais les marchés ne peuvent pas être vus à eux seuls comme un idéal institutionnel universel pour la coordination des activités économiques.⁴⁰

Deuxièmement, les hiérarchies privées prennent un rôle dans un développement régional. Certains économistes de la NIE ont mis en lumière le fait que les organisations à hiérarchies privées telles que les firmes sont plus efficaces que les marchés et contrats sous certaines conditions (Williamson, 1975, Coase, 1988). Internaliser les transactions économiques au

³⁷ Réunit entre autres les travaux de Coase, Williamson et North

³⁸ *ibid.*

³⁹ *ibid.*

⁴⁰ Lakshmanan T.R, Button K.J., Institutions and economic development, dans *Advances in Regional Economics* (Capello R. Nijkamp P., A), *Edward Elgar*, Cheltenham, 2009

sein d'une entité (firme) réduit les risques et l'incertitude, et confère la capacité d'achèvement de coûts réduits, en même temps qu'un niveau de productivité plus haut, dans des contextes de marché élargis.⁴¹

Enfin, le dernier forme institutionnel économique dans un développement régional est l'État. Si les marchés montrent leur importance dans l'efficacité d'approvisionnement de biens privés et divisibles, ils montrent aussi ce qui manque et qui suppose un support supplémentaire, de l'Etat comme institution économique par deux axes. D'une part l'intervention étatique est requise pour former les arrangements institutionnels nécessaires aux transactions économiques par et au sein des firmes et marchés (droits de propriété par exemple, contrats, structure administrative et juridique). L'Etat, dans ses formes pratiques comprend plusieurs arrangements institutionnels tels que les régions administratives, les instituts de régulation, ayant chacun des objectifs et procédés différents. L'État peut aussi déléguer ces fonctions à des institutions privées. D'autre part, l'État comme institution économique dérive de la notion de défaillance de marché, quand le marché résulte en un problème avec les biens publics, les effets indirects des marchés. Ainsi les défaillances de marché conduisent à l'intervention étatique en prenant forme et place de régulateur, de surveillant et de décideur pour les politiques macroéconomiques. Certains récents développements théoriques montrent en effet les résultats des investissements en éducation par les effets indirects sur l'innovation et la qualité de la santé, tout en améliorant la croissance et la productivité. Les investissements publics sont donc bénéfiques pour l'économie régionale et nationale (Romer, 1994).⁴²

Ces trois formes institutionnelles et complémentaires ont donc un rôle à jouer dans un développement économique, chacune ayant ses rôles, et ses processus, bien qu'étant profondément liés. Le marché permettant un échange volontaire, l'État en créant les conditions nécessaires, et les hiérarchies privées par leurs rôles de minimalisation des coûts, ces trois formes institutionnelles sont importantes. Selon Boyer (1997), il serait nécessaire d'avoir une vue multi-institutionnelle du développement des économies régionales dans le capitalisme contemporain. Il n'existe pas un unique système institutionnel pour organiser les activités économiques, mais bien un éventail d'institutions et de conditions de gouvernance.

⁴¹ *ibid.*

⁴² *ibid.*

Chacune a ses objectifs, fonctions forces et déficiences. Elles ne peuvent opérer seules et séparées. Le défi pour un développement régional est donc d'identifier les formes institutionnelles pertinentes et de tenter de délivrer ou de créer des mécanismes viables, en présence des conditions sociales et techniques du territoire. La combinaison d'institutions économiques dans une région dépend de la volonté et de la convergence des institutions. Le rôle des institutions est donc nécessaire et indispensable dans un développement économique régional. Dans notre cas, il s'agit d'un arrangement institutionnel au moyen des agences de développement impliquant à l'évidence les trois formes institutionnelles.⁴³

Aussi Schomeller G (1884, 1905) applique un enchâssement historique à une approche spatiale. Il montre, avec un cheminement anthropologique, comment la société s'est appropriée l'espace par le développement institutions qui elles mêmes organisent l'espace en fonction des besoins des populations. Les institutions spatiales concrétisent les relations sociales qui évoluent dans une communauté. De ce fait, les besoins changeants d'un espace économique impliquent des transformations institutionnelles spatiales. Pour sa part, Myrdal (1957), interprète la façon dont les agglomérations apparaissent grâce à des initiatives économiques en arguant que leur développement et leur domination sur les centres d'importance moindre résultent d'économies (internes et externes) toujours croissantes dans les pôles de croissance. La place des processus culturels et politiques y est significative, et les inégalités croissantes entre différents centres de croissance ne peuvent être surpassées que par des décisions publiques.⁴⁴

Enfin, notons l'importance des organisations publiques dans les investissements en infrastructures sont en général difficilement mesurables. Ainsi la construction d'infrastructures telles que les établissements scolaires, de santé, etc. qui génèrent des emplois, notamment dans le secteur de la construction mais aussi dans les services publics. Cependant, la marge de manoeuvre des régulateurs pour développer une région en particulier et infléchir les tendances, diminue rapidement à mesure que les pays se développent. Il serait possible de modeler la forme finale du réseau interrégional seulement au début de processus de développement et donc d'urbanisation.

⁴³ *ibid.*

⁴⁴ Polese M., Shearmur R. et Terral L., Economie urbaine et régionale. Géographie économique et dynamique des territoires. *Economica*, Paris, 2015.

Au regard de ce que nous venons d'aborder, les ADR peuvent être en accord entre les objectifs d'efficacité économique et d'équité sociale, par leurs politique de développement régional. Mais pour aller plus loin, le développement implique des dimensions qualitatives à définir. Nous allons donc aborder la question du développement durable.

Les ADR fondées en Europe fonctionnent généralement comme les institutions publiques. Elles apparaissent comme un partenariat public-privé dans les pays post-communistes, les entreprises de système d'économie mixte, ou les institutions publiques mais indépendantes du ministère dans les pays anglo-saxons. Les structures administratives, les fonctions et les stratégies des agences dépendent de chaque pays. Bien que les agences de développement soient importantes dans les pays européens, elles ne se trouvent pas toujours au coeur des politiques économiques au développement régional.

Cependant, les politiques de développement régional sont plus visibles aujourd'hui que dans années 1950 et 1960 parce qu'elles ne sont plus dirigées uniquement par l'Etat, et que les différents acteurs (comme les entreprises, la population local et les ONG) sont pris en compte de manière participative, en prisant les décisions qui influencent le destin de la région. Les politiques néo-libérales portent les entreprises à l'avant-plan dans les stratégies de développement. En outre, l'innovation se trouve au coeur du sujet de développement puisqu'elle augmente la productivité et peut mener un pays au niveau de pays développé. Dans ces dernières décennies, une approche se place à l'avant-plan puisqu'elle repose sur l'entreprise, la concurrence inter-entreprises et intra-entreprises, et se trouve au centre des stratégies des agences de développement : le clustering (ou les districts industriels).

B. Les districts industriels comme moyen de l'économie régionale

La théorie de l'économie géographique indiquée vers la relation entre le lieu géographique et la performance industrielle est constitué par Krugman et Porter et les autres auteurs tels que Arthur et Enright dans les années 1990. Il porte sur deux piliers. Le premier point est que la performance et le développement d'une entreprise sont influencés par les conditions environnementales puis les conditions de proximité immédiate - dans le milieu local ou régional - semblent particulièrement importantes. Le deuxième porte sur les activités économiques, entrepreneuriales et innovantes qui ont tendance à s'agglomérer à certains endroits conduisant à des modèles de spécialisation nationale et / ou régionale.⁴⁵ Selon l'approche *Resource-based* qui s'intéresse à la création d'un avantage concurrentiel défendable entre les entreprises, et à la protection des compétences rares de l'entreprises lui permettant de développer ses avantages concurrentiels⁴⁶, les entreprises survivent et prospèrent, non pas en raison d'un volume de marché exogène ou d'une caractéristique industrielle, mais principalement en raison de facteurs au sein de l'entreprise. Selon Rumelt, les différences de rentabilité à l'intérieur les entreprises américaines étaient plus importantes que entre celles-ci. Les différences de performance parmi entreprises doivent donc, selon lui, être considérées comme «une fonction de la stratégie de l'entreprise pour faire face à la croissance et à la diversité». Dans cette approche, la compétitivité ne peut être construite que sur *des ressources ou des compétences hétérogènes*; sur l'accès et le contrôle de l'entreprise sur quelque chose désiré par les autres. L'hétérogénéité des ressources et des compétences peuvent être construites par l'accumulation de ressources combinées et utilisées dans des combinaisons spécifiques à l'entreprise, et par leur coordination. Les entreprises pourraient se différencier par leur emplacement, c'est à dire utilisant des ressources et des capacités spatiales différentes. Malgré ce point de vue théorique, aucune entreprise ne peut être complètement autonome en vue de réaliser sa fonction dans son propre environnement. Le

⁴⁵ Peter Maskell, Heiki Eskelinen, Ingjaldur Hannibalson, Anders Malmberg and Eirik Vatne, *Competitiveness, Localised Learning and Regional Development: Specialisation and prosperity in small open economies*, Routledge Frontiers of Political Economy, 2002, p. 1.

⁴⁶ Jean-Luc Arrègle, Analyse "Resource Based" et identification des actifs stratégiques, *Revue française de gestion*, 2006/1 (n° 160), p. 241-259. DOI : 10.3166/rfg.160.241-260. URL : <http://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2006-1-page-241.htm>

progrès des entreprises nécessite certains actifs complémentaires et des engagements entre ses pairs pour les obtenir. Les entreprises ont également besoin de ressources acquises sur les marchés des facteurs au niveau local, régional, national ou parfois même mondial.⁴⁷

Depuis quelques décennies, la mondialisation semble un facteur - clef caractéristique des relations économiques et sociales. D'une part l'économie mondiale pénètre tous les marchés, d'autre part, un retour vers les politiques locales apparaît avec une nouvelle dimension qu'est la mondialisation d'autre part. Les systèmes productifs locaux, ou districts, constituent l'un des aspects de cette tendance. Les « grappes industrielles », « districts industriels » ou « systèmes productifs locaux » sont autant de termes pour exprimer une même direction, pour parler ces organisations d'entreprises localisées dont la réussite dépend de la volonté de leurs acteurs, de leur spécialisation et du soutien apporté par leur environnement direct. La globalisation de l'économie tend en effet à fonder un système de compétition mondial non seulement entre les entreprises mais aussi entre les territoires. Les clefs de la compétitivité des territoires résident dans cette capacité à générer -ou absorber- les innovations.⁴⁸ Dans la compétition mondiale, une spécialisation économique dans un territoire encadré semble la solution des performances des entreprises. En outre, cette nouvelle direction nécessite d'abord d'identifier les dynamiques régionales et de déterminer les stratégies selon les ressources locales. Elle repose aussi sur la capacité des agents à s'entendre et à s'organiser, donc à se coordonner pour assurer des objectifs de long terme.⁴⁹

La coordination locale conditionne l'existence de relations de solidarité, de confiance, de proximité entre les agents. Les rapports de confiance reposent sur les engagements mutuels entre les agents. Ils facilitent la coopération et leurs capacités d'anticipation en favorisant une meilleure compréhension entre les agents et en encourageant la transparence et la circulation d'informations. Au sein du progrès technique, la transmission d'une technique de production ou d'un apprentissage (savoir-faire) permet aux firmes de réaliser des économies d'échelle. Ce partage de l'information fait progresser la qualité des décisions et les procédures de

⁴⁷ Maskell, *op. cit.* pp. 4-5.

⁴⁸ Mauricette Fournier, Politiques publiques, compétitivité des territoires et partages d'expériences. Etude comparée des actions en faveur des districts italiens et des SPL français. Catarino, Acácio Ferreira. *Empresarialidade e empregabilidade dos sistemas productivos locais - Espaços industriais : Portugal, França et Alemanha*, Edição Barafunda et ADEB, pp 171-201, 2005, 972-99594-0-4. <halshs-00881848>

⁴⁹ Xavier Greffe, Le développement local, *L'Aube, DATAR, Bibliothèque des Territoires*, 2002, p.25.

choix.⁵⁰ Les districts industriels et les Systèmes Productif Locales (SPL) fonctionnent de cette manière.

Dans la théorie classique, le but principal est la maximisation du profit et la minimisation des coûts. Chaque bien à fournir, chaque service à rendre, présente un optimum d'échelle de production. Au sein du jeu de concurrence et des comportements individualistes d'optimisation, les entreprises se répartiraient régulièrement dans l'espace homogène en fuyant la concurrence et en cherchant la proximité (des marchandises, des clients ou des usagers). A ce stade, nous concluons que certaines villes réussissent mieux que d'autres parce qu'elles méritent, parce que la vie économique ou culturelle y est plus active, et parce que les citoyens y adoptent une attitude plus coopérative ou mieux concertée. La hiérarchie n'est donc pas la cause mais le résultat.⁵¹

Alfred Marshall a construit la théorie du « district industriel » vers la fin du 19^e siècle. Sa théorie repose sur deux possibilités d'organisation industrielle, soit l'organisation sous commandement unique de la division technique du travail intégrée dans une entreprise, soit la coordination par le marché et par la réciprocité, d'une division sociale du travail désintégrée entre des firmes plus petites spécialisées dans un segment. Dans les années 1980, son idée est apparue de nouveau dans les travaux d'économistes italiens comme Garafoli, Beccatini, Brusco, Benko et Lipietz sous le nom de « Troisième Italie ». C'est un système de production qui se concentre dans une région, et qui se crée par l'effet de la division et de la distribution du travail, ainsi que aujourd'hui de la connaissance. Les géographes californiens, Alleen Scott, Michael Storper et Richard Walker, impressionnés par la croissance de leur État et tout particulièrement de Los Angeles s'intéressaient d'abord aux métropoles. Ensuite ils s'appuient essentiellement sur les analyses néo-marxiste ou néo classiques de la dynamique de la division du travail et des effets externes d'agglomération.⁵²

Giacomo Beccatini interprète la théorie du district économique de Marshall et souligne « [l]es liens non économiques dans la communauté locale, sociologie d'une « population de firmes », l'importance des ressources humaines, le rôle exact du marché et de la coopération,

⁵⁰ Mauricette Fournier, *op. cit.*

⁵¹ G. Benko et A. Lipietz, *Le nouveau débat régional : positions*, sous la dir. de Georges Benko et Alain Lipietz, Les régions qui gagnent: districts et réseaux, les nouveaux paradigmes de la géographie économique, Paris : Presses universitaires de France, 1992. p.17-20.

⁵²*ibid.* pp. 24-25.

comparaison avec la grande firme, la réceptivité au changement technologique, et ... les dangers menaçant la survie des districts ». Selon Gioacchino Garofoli, les districts d'Italie se forment des systèmes de petites entreprises basés sur l'homogénéité (culturelle, sociale et même politique), sur la flexibilité du marché du travail et sur leur déspecialisation progressive.⁵³

Benko et Lipietz (1992) définissent le district industriel comme « une entité socio-territoriale caractérisée par la présence active d'une communauté de personnes et d'une population d'entreprises dans un espace géographique et d'une population d'entreprises dans un espace géographique et historique donné ». Il a un système de valeurs qui couvre une certaine éthique du travail et de l'activité, de la famille, de la réciprocité, du changement qui nécessite les principaux aspects de la vie. Ce système de valeurs évolue avec le temps et constitue les conditions premières du développement et de la reproduction.⁵⁴ Il développe un corpus d'institutions et de règles à tout le district afin de les encourager. Les institutions sont considérées comme le marché, l'entreprise, la famille, l'église et l'école, mais aussi les autorités locales, les organisations politiques et syndicales locales ainsi que nombreuses autres instances publiques et privées, économiques et politiques, culturelles et caritatives, religieuses et artistiques.⁵⁵

En France, ce modèle de développement s'est développé sous deux aspects, en s'inspirant des approches menées par l'Ecole de la Régulation. Le premier aspect est le paradigme technico-industriel, le modèle d'industrialisation. Il s'agit d'un système de petites entreprises spécialisées en différentes fonctions de production. Ce système est le résultat de la division du travail et de l'élargissement du marché. Cette agglomération spécialisée aux nombreuses petites entreprises favorise la transmission d'une professionnalité et le libre échange des idées nouvelles nécessaires au développement de la flexibilité et de l'innovation. Le deuxième aspect est le modèle de régulation. Celui-ci renvoie à la combinaison des formes d'ajustement des anticipations et des comportements contradictoires des agents individuels aux principes collectifs qui gouvernent les modes de produire et les modes de vivre. Ces formes

⁵³ *ibid.* pp. 26-27.

⁵⁴ G. Becattini, *Le district marshallien : une notion socio-économique*, sous la dir. de Georges Benko et Alain Lipietz, Les régions qui gagnent: districts et réseaux, les nouveaux paradigmes de la géographie économique, Paris : Presses universitaires de France, 1992, p.37.

⁵⁵ *ibid.* p.38.

d'ajustement peuvent inclure des habitudes culturelles aussi bien que des formes institutionnelles. Les systèmes industriels localisés conditionnent de relever l'importance des réseaux et de réciprocité.⁵⁶

Brusco dit que les institutions qui ont pour but de développer à l'échelle locale reposent sur deux différentes modalités en vue d'aider efficacement à la croissance à l'échelon local dans le modèle italien. Premièrement, le soutien aux districts doit être local et il faut donc renforcer les compétences des institutions locales. En Italie, les autorités régionales soutiennent les petites entreprises mais non les grandes. Cela permet de déterminer les limites des compétences et des responsabilités entre des autorités nationales et régionales. En outre, les institutions régionales ne peuvent pas être « façonnées » par le gouvernement central ou « fabriquées » par les autorités régionales. Cela ressemble le principe de la Banque mondiale qui s'appelle « cycle de projet ». Ce cycle de projet comporte trois étapes qui sont les suivantes : premièrement identification du projet; deuxièmement mise en œuvre du projet; et finalement évaluation du projet. D'abord l'institution est identifiée, puis mise en place et en conséquence évaluée. Dans les dernières années, avant de mettre en place l'institution, les autorités régionales se rendent sur le terrain, écoutent la population pour comprendre la situation dans son ensemble et non pas uniquement leurs besoins. Ce nouveau modèle permet de déterminer les institutions afin d'assurer l'adaptation à un type de développement particulier. Pour Hirshman, il faut aller sur le terrain, écouter les personnes qui risquent d'être influencées par l'institution. De cette manière, c'est possible de comprendre les difficultés, d'identifier les forces sociales qui pourront s'opposer au projet d'une part, le favoriser d'autre part.⁵⁷

Selon Sabel, les relations entre entreprises et fonctionnaires (par exemple les élus locaux) ne sont pas très fortes. Certains maires cherchent à réagir lorsqu'une entreprise locale ferme, mais ils disposent de peu de leviers d'actions. De plus, les chefs d'entreprises ne voient pas

⁵⁶ C. Courlet et B. Pecqueur, *Les systèmes industriels localisés en France: un nouveau modèle de développement*, sous la dir. de Georges Benko et Alain Lipietz, Les régions qui gagnent: districts et réseaux, les nouveaux paradigmes de la géographie économique, Paris : Presses universitaires de France, 1992, p. 83.

⁵⁷ Sebastiano Brusco, *Le rôle des institutions*, [dans le livre] OECD - Organisations de coopération et de développement économiques. Réseaux d'entreprises et développement local : compétition et coopération dans les systèmes productifs locaux. Programme LEED, [Programme de] Développement économique et création d'emplois au niveau local, Organisation de coopération et de développement économiques. Paris :OECD, 1996, p.130.

clairement ce qu'ils pourraient demander aux élus. La majorité des entreprises ont la conviction que les élus locaux ne peuvent pas faire grand chose pour elles.⁵⁸

Michael Porter soutient l'intervention des pouvoirs publics dans les clusters par référence aux défaillances du marché. Dans plusieurs pays (le Pays-Bas, le Japon, etc.), les moyens publics lourds (infrastructures de recherche, centres de services, centres de formation) sont prévus afin de développer les SPL. Ils visent à rapprocher les industriels sur des projets technologiques, des études de « *benchmarking* », des actions de veille stratégique. Par exemple, en France, le rapprochement entre des grands services publics — comme l'université, les laboratoires de recherche ou même les lycées techniques — et les SPL sont loin d'être généralisés. En conséquence, le but doit être de servir l'ambition d'un rapprochement entre les acteurs locaux collectifs qui sont les systèmes productifs locaux et les services producteurs d'innovations.⁵⁹

Dans le modèle d'organisation économique et sociale des systèmes industriels localisés, il y a tout d'abord, les réactions spontanées des industriels à travers des investissements de productivité tels que l'ajustement d'une série d'initiatives dans le secteur des services aux entreprises, le lancement de diplômés et d'experts (ingénieurs, techniciens, informaticiens, juristes, etc.) afin de réaliser les fonctions les plus délicates (recherche-développement, expertise de nouvelles technologies, conseil en marketing et communication, etc.) pour les petites entreprises. Les interventions nécessitent alors une action cohérente des principaux acteurs concernés (industriels, chambres de commerce, associations et groupement professionnels, syndicats, Etat, collectivités locales, etc.), à ce stade les pouvoirs publics locaux prennent une place importante.⁶⁰

Les grandes entreprises ou les PME, en effet, s'attachent aux territoires où elles trouvent ou développent des ressources spécifiques qu'elles transforment à leur profit. Le changement des informations entre centres de matière grise (instituts de recherche, centres techniques...) et entreprises, détermine la qualification d'un territoire dans l'économie d'aujourd'hui qui privilégie les « infrastructures » immatérielles. Cet atout est directement lié à la souplesse d'organisation des SPL. Ceux-ci peuvent engendrer la sédentarisation des entreprises

⁵⁸ *ibid.* p.131.

⁵⁹ ISM - Institut supérieur des métiers, Petites entreprises et artisanat : acteurs des systèmes productifs locaux, Paris :Institut supérieur des métiers, 2003, pp.175-178.

⁶⁰ *ibid.*

nomades autour pôles d'intérêt ou d'excellence. Les SPL sont également, de fait, parties prenantes de la recomposition des territoires. Acteurs institutionnels et acteurs économiques construisent dans ces nouveaux espaces recomposés (pays, agglomérations) des projets porteurs de développement et d'emploi basés sur des savoir-faire et des réseaux denses d'interdépendance.⁶¹

Néanmoins, toutes les formes de décentralisation reposent sur la spécialisation, l'artisanat ou l'entrepreneuriat. Les institutions ont maintenant elles-mêmes du mal à aider ces derniers à s'adapter aux méthodes de coordination fondées sur l'apprentissage par le suivi. Leur tâche était alors de procurer aux petites entreprises en expansion des facteurs de production — main d'œuvre qualifiée, informations sur la situation du marché ou capitaux patients — avec tous leurs points de vulnérabilité. Comme à l'intérieur des entreprises elles-mêmes, le débat entre les entreprises et les institutions concernant la ré-délimitation des attributions respectives a été empêché par la répartition.⁶²

De cette manière, les problèmes plus vastes sont à l'attention des acteurs locaux et régionaux eux-mêmes. Dans les régions d'Allemagne et d'Italie où la réussite avait été dans une large mesure à l'origine du débat sur les perspectives du régionalisme, et où les compétents ont moins tenté de réformer les institutions existantes que d'en créer de nouvelles, en fixant les problèmes fondamentaux, en organisant des conférences entre clients et fournisseurs, et même des réunions locales entre syndicats et entreprises afin de voir comment stabiliser l'environnement des restructurations futures. Par exemple, aux Etats-Unis, les entreprises américaines, à cause de leur long passé de centralisation, ont été les premières à rencontrer des problèmes d'ajustement en cas d'une concurrence directe avec les firmes japonaises. D'autre problème des entreprises américaines repose sur le faux espoir du modèle fondé sur la spécialisation, et aussi parce que les institutions régionales et leurs semblables ne sont pas bien ancrées. La Communauté européenne, par contre, se trouve dans une situation

⁶¹ réd. par Paulette Pommier, chargée de mission à la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale). avec la collab. de Marianne Boilève. Les systèmes productifs locaux, Paris : la Documentation française, 2002, pp.11-12.

⁶² Charles F. Sabel, *Une politique économique différenciée selon les régions, instrument de régionalisme expérimental*, [dans le livre] OECD - Organisations de coopération et de développement économiques. Réseaux d'entreprises et développement local : compétition et coopération dans les systèmes productifs locaux. Programme LEED, [Programme de] Développement économique et création d'emplois au niveau local, Organisation de coopération et de développement économiques. Paris :OECD, 1996, p.47.

paradoxale d’embrasser la régionalisation de sa politique économique à l’échelle communautaire alors les nombreuses régions principales débattent sur des lacunes fondamentales de leurs propres politiques régionales.⁶³

⁶³ *ibid.* p.48.

III. Les politiques du développement à l'échelle régionale : le cas de l'ADR de Karacadağ

Le concept de régionalisation est apparu à la suite de la Seconde Guerre mondiale afin d'empêcher une centralisation extrême de l'Etat. L'effet destructif de la guerre qui a créé le déséquilibre entre les régions en Europe et l'effondrement de l'industrie lourde traditionnelle dans certaines régions, suscitait des politiques orientées vers le développement régional. Cette tendance à la régionalisation a entraîné dans le même temps un objectif de mondialisation dans les régions afin de développer et de s'ouvrir sur le monde. Après le processus créant une union en Europe sous l'effet des raisons économiques dès 1950, l'Union européenne devient un acteur principal dans le contexte de la mondialisation ainsi que de la régionalisation. Après la création de l'Union européenne, la décentralisation est une question politique controversée à l'échelle politique publique européenne. Les politiques régionales ont commencé à se transformer notamment dans les années 1970, puis l'autonomie économique des régions et la concurrence entre les régions ont pris de plus en plus d'importance. Au début, la question n'était que la participation des pouvoirs entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux. Ce nouvel ordre mondial a approfondi de plus en plus le sens de la décentralisation à travers l'interterritorialité. Aujourd'hui les acteurs interrégionaux ont pris part à ce problème. Les nouvelles institutions sont fondées à l'échelle européenne afin d'organiser les actions des territoriales ou les relations entre régions. Ces institutions sont fondées et les projets créés à l'échelle nationale ou internationale par l'Union européenne ou par l'encouragement financier et d'autres formes de soutien de l'Union européenne soit afin d'investir dans l'infrastructure, soit afin d'inventer nouveaux projets pour mettre en avant-plan leur potentiel interne. Aussi, les acteurs qui y travaillent jouent un rôle important en précisant les politiques publiques régionales puis les relations entre régions puisqu'ils ont une légitimité qui ne vient pas que d'élections, mais notamment d'un consensus entre pays européens.⁶⁴

⁶⁴ Xavier Greffe, *op. cit.*, p.18.

Nous observons qu'un glissement des initiatives existe de plus en plus dans les politiques publiques, envers les territoires locaux des pays européens. Le pouvoir local devient propriétaire de pouvoirs, de compétences et de ressources du pouvoir central. Cette totalité des pouvoirs se délègue donc avec les limites qui sont déterminées par le pouvoir central. À ce stade, bien que les compétences locales ou les pouvoirs locaux soient précisés territorialement, ils sont imprécis à l'échelle interterritoriale. Le problème est de partager des souverainetés, autrement dit, de savoir comment coordonner, articuler et négocier en réalisant les actions politiques entre le pouvoir local et central puis les pouvoirs nationaux et internationaux.⁶⁵

Après l'arrivée au pouvoir de l'AKP nous observons des changements au sein des politiques de développement appliquées en Turquie en raison de l'adhésion à l'Union européenne. Ces sont autant important que les acteurs et les limites des actions des acteurs pour interpréter le développement régional en Turquie. Nous analyserons les politiques économiques européennes et turques sur le développement régional.

⁶⁵ Martin Vanier, *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*. Paris, Economica, 2010. pp.120-125.

A. Le développement régional dans le point de vue de la Turquie

La Turquie avait des politiques centrales depuis longtemps pour se développer. Les politiques de développement dans le monde ont commencé à s'axer sur les politiques spatiales. La Turquie a résisté longtemps à ces politiques mais elle a commencé à les appliquer aussi à partir des années 2000, pendant la période du mandat de l'AKP et sous l'effet du processus d'adhésion à l'UE. Nous analyserons d'abord le point de vue de la Turquie sur le développement régional dans le contexte historique. Deuxièmement, nous parlerons brièvement du GAP pour voir tout ce qui précède les projets régionaux.

1. Les politiques régionales exercées par l'État

Le premier pas de la République de Turquie vers le développement était la loi de *Teşvik-i Sanayi* (l'encouragement de l'industrie) qui avait pour but d'encourager le secteur privé. Après la crise de 1929, les politiques protectionnistes et étatistes ont pris une grande importance à la sphère de l'industrialisation dans les années 1930. Les investissements étatiques ont assuré l'installation industrielle à grande échelle dans diverses zones en faisant état de l'intérêt général par rapport à l'intérêt individuel.⁶⁶ Durant cette époque, les politiques économiques principales ont été déterminées au moyen de *Beş Yıllık Sanayi Planları* (les Plans industriels quinquennaux). *Birinci Beş Yıllık Sanayi Planı* - BBYSP (Le premier plan industriel quinquennal) a mis en oeuvre la fondation des entreprises dans les régions sous-développées afin de réduire les disparités régionales. La fondation de quatre entreprises à la région de Marmara (aux provinces İstanbul, İzmit, Gemlik et Bursa), de trois entreprises à la région Égéeenne (Kütahya, Nazilli et Bodrum), de deux entreprises à la région méditerranéenne, la région de la mer noire, la région de l'Anatolie centrale, et orientale, a été prévue dans le cadre de BBYSP. Cependant la région de l'Anatolie sud-est était exceptionnelle en raison des hauts coûts à cause des conditions géographiques de cette région.⁶⁷ La plupart des auteurs économistes et spécialistes de l'économie de la Turquie conviennent que les politiques économiques ont visé à réduire les disparités économiques entre les régions pendant le processus de la consolidation de l'économie nationale. Selon Feroz Ahmad, puisque BBYSP ciblait le développement régional, l'une des entreprises textiles a été fondée dans le cadre du plan d'industrialisation à Kayseri (qui se trouve à la région de l'Anatolie centrale), l'autre à Malatya (qui se trouve à la région de l'Anatolie orientale).⁶⁸ Oktay Yenel pense que les stratégies en vue de réduire les inégalités entre les régions ont été prises en considération ainsi que la proximité aux matières premières, afin de mieux déterminer les zones à investir.⁶⁹ Néanmoins ces politiques régionales n'ont pas assuré une dispersion géographique dans toutes les régions de la Turquie. Les entreprises fondées dans les bourgs au moyen des plans industriels quinquennaux ont assuré la création

⁶⁶ Korkut Boratav, *Türkiye İktisat Tarihi 1908-2002*, İmge Kitabevi, Ankara, 2003, p.59.

⁶⁷ B. Ali Eşiyok, "Sanayi Planlarından 1947 İktisadi Kalkınma Planı'na: Bir Dönüşümün Kısa Öyküsü", *Memleket Siyaset Yönetim*, Sayı.11, 2009. p. 98.

⁶⁸ Feroz Ahmad, *Modern Türkiye'nin Oluşumu*, 2002, p. 120.

⁶⁹ Oktay Yenel, *Cumhuriyet'in İktisat Tarihi*, Homer Kitabevi, İstanbul, 2003, s. 70.

d'emplois, tandis que les entreprises -plutôt- concentrées dans les grandes villes comme İstanbul et İzmir portent à accroître les disparités économiques entre les régions et l'écart de revenus entre les individus.⁷⁰

La Seconde Guerre mondiale a influencé profondément l'économie mondiale. En Turquie, le taux de croissance a diminué, puis le modèle économique portant sur l'accumulation de capital qui était appliqué dans les années 1930, est interrompu. Par contre, la Turquie a recommencé de manière planifiée les programmes de développement avant la fin de la guerre. *1946 İvedili Sanayi Planı* (Le Plan Industriel d'Urgence de 1946) et *1947 Türkiye İktisadi Kalkınma Planı* (le Plan de Développement Économique de 1947) qui ont des divers paradigmes de développement économique, ont été mis en oeuvre afin de rattraper un haut niveau au développement. Selon le Plan Industriel d'Urgence de 1946 qui a porté l'industrialisation à l'avant-plan comme un secteur clef pour le développement économique, il fallait créer un processus de développement qui soutenait tous les secteurs, notamment l'industrie.⁷¹

Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis sont devenus la superpuissance du monde au lieu de la Grande Bretagne. Cette nouvelle superpuissance visait à créer un nouvel ordre basé sur les principes d'internationalisation. Grâce au Plan Marshall, les conditions de la reconstruction du nouvel axe de l'accumulation ont été déterminées dans cette direction. Afin de bénéficier des aides des Etats-Unis dans le cadre du Plan Marshall, le Plan de Développement Économique de 1947 a été préparé par la demande du gouvernement turc. Les paradigmes prévus dans ce plan ont porté une rupture aux stratégies économiques de la Turquie. L'industrie est restée en arrière-plan avec un taux d'investissement de 8%, tandis que les infrastructures de transport et communication (44%), le secteur énergétique (16%) et agricole (16%) prennent importance dans le nouveau développement vers internationalisation.⁷² Les investissements dans le secteur de transport qui se focalise sur l'autoroute, auront permis facilement la transmission des biens agricoles et des matières premières. Ces nouvelles stratégies visaient à transformer la Turquie à un pays agricole dans le marché mondial, qui importe les biens industriels.

⁷⁰ Atilla Sönmez, "Türkiye'de Sermaye Birikim Süreci ve Sanayileşmeye Etkisi", *İlhan Tekeli İçin Armağan Yazılar*, Selim İlkin, Orhan Silier, Murat Güvenç (ed.) Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2004, s. 333.

⁷¹ Korkut Boratav, *op. cit.* pp. 97-98.

⁷² B. Ali Eşiyok, *op. cit.* p. 119.

Il existait l'agglomération des initiatives privées dans les villes comme İstanbul, Bursa, Kocaeli, İzmir et Adana et leurs périphéries; pendant que les initiatives étatiques s'étendaient partout au pays en raison des préoccupations politiques dans les années 1950 et 1960. Les politiques économiques basées sur la substitution des importations des années 1950, ont toujours été appliquées dans les années 1960 et 1970. Bien qu'elles visaient à réduire les disparités économiques entre les régions, l'accumulation de capital concentrée dans les villes anatoliennes comme Kayseri, Adana, Eskişehir et Ankara a déménagé à la région de Marmara et notamment à İstanbul en raison de la facilité à obtenir des intrants en raison de la dépendance financière externe de l'industrie manufacturière, des facilités de transport, de la facilité à obtenir des emplois qualifiés, du potentiel de consommation de cette région, et puis des conditions géographiques et économiques.⁷³ La période pendant les années 1960 et 1970 est l'âge d'or du développement régional puisque le développement inégalitaire spatial créé par le capitalisme a porté le problème de disparités régionales et le sujet du développement local et régional à l'avant-plan dans le monde. A partir des années 1960, *Beş Yıllık Kalkınma Planları* (les Plans Quinquennaux de Développement) ont été mis en oeuvre, et *Devlet Planlama Teşkilatı* - DPT (l'Organisation de Planification d'Etat) est fondée afin d'assurer le développement du pays et aussi de réduire des disparités entre les régions.

Selon *Birinci Beş Yıllık Kalkınma Planı* (le Premier Plan Quinquennal de Développement) le problème était que le glissement de l'accumulation et des entreprises formées forcement des régions sous-développées aux régions développées augmentait la pauvreté dans les régions sous-développées, et la distance économique entre celles-ci. Afin d'assurer l'égalité des chances à l'échelle nationale et d'effacer la différence de développement des régions, la mission de l'Etat, qui est l'acteur principal, a été déterminée à diriger les initiatives aux régions sous-développées, et à accélérer des activités d'investissements à ces dernières. Selon ce plan, il faudrait canaliser les investissements aux régions dont ont besoin en tenant compte de leurs populations et de leurs ressources.⁷⁴ Il divise les régions en trois catégories : les régions à potentiel de développement, les régions sous-développées et les régions

⁷³ B. Ali Eşiyok, Bölgesel Kalkınma, Yeni Bölgecilik ve Bölgesel Kalkınma Araçları, Memleket Siyaset Yönetim, 7/17, 2012. p.209.

⁷⁴ DPT, *Birinci Beş Yıllık Kalkınma Planı (1963-1967)*, 1963, pp.471-472.

<http://www3.kalkinma.gov.tr/PortalDesign/PortalControls/WebContentGosterim.aspx?Enc=51C9D1B02086EAFB654E1718CECE5A14>

métropolitaines. Bien qu'une progression eu lieu dans la région d'Antalya, dans l'est Marmara et à Zonguldak, le projet pour la région de l'Anatolie orientale, et le Sud-Est Anatolien ne s'est pas réalisé comme prévu.

Le Deuxième Plan Quinquennal de Développement a visé, comme le premier, à assurer l'équilibre économique entre les régions. À ce stade, les centres d'attractions ont été créés. Ils ont prévu que ces centres d'attractions auront influencé positivement le développement de leurs périphéries.⁷⁵ Nous voyons qu'ils ont adopté l'approche du *pôle de croissance* à l'économie politique à l'échelle locale. Le Deuxième Plan s'est concentré sur l'urbanisation différemment du Premier Plan. L'urbanisation, la modernisation agricole, et l'industrialisation constituent les trois piliers du développement. L'urbanisation est le but définitif qu'il faut arriver au moyen de l'industrialisation et l'industrialisation n'est qu'un facteur catalyseur en vue de l'urbanisation.⁷⁶

Dans le Troisième Plan Quinquennal de Développement, *Kalkınmada Öncelikli Yörelere Dairesi* (le département des zones de développement prioritaire) qui était l'un des instruments majeurs, a été mis en place par le DPT. Dans le plan, la notion de *bölge* (région) est placée par la notion de *yöre* (zone) parce que le mot *bölge* vient du verb *bölmek* (séparer). Cela nous montre l'anxiété de séparatisme, ou du "Syndrome de Sèvres"⁷⁷ qui explique le traumatisme de découpage créé en Turquie par le Traité de Sèvres qui est jamais ratifié par l'Empire Ottoman à la fin de la Première Guerre mondiale. Ce plan déclare que le développement national est plus prioritaire que la réduction des inégalités économiques entre les régions. Dans ce cas, les politiques régionales visant à réduire les disparités économiques ont semblé un obstacle en vue de développement national.⁷⁸ Ce plan visait à développer l'industrialisation à grande échelle, en créant une atmosphère collaborative entre le côté public (qui est le DPT) et les initiatives privées.⁷⁹

L'échec de ces trois plans sur le développement des régions sous-développées est déclaré dans le Quatrième Plan Quinquennal de Développement. Ces trois premiers plans n'ont pas

⁷⁵ DPT, *İkinci Beş Yıllık Kalkınma Planı (1968-1972)*, 1967, p. 263.

<http://www3.kalkinma.gov.tr/PortalDesign/PortalControls/WebContentGosterim.aspx?Enc=51C9D1B02086EAFB654E1718CECE5A14>

⁷⁶ İlhan Tekeli, *op. cit.* p. 73

⁷⁷ Massicard, 2011, pp. 14-15.

⁷⁸ Tekeli, *op. cit.* p. 376.

⁷⁹ DPT, *Üçüncü Beş Yıllık Kalkınma Planı (1973-1977)*, 1972, p. 947-948.

réussi à assurer de réduire les disparités entre les régions, au contraire ils ont approfondi les écarts économiques entre celles-ci. La valeur ajoutée par industrie dans 40 provinces a diminué de 13,3% à 7,3% de 1963 à 1974, dans 18 provinces dans la région du Sud-Est Anatolien et l'Anatolie orientale de 7,8% à 4%. 34,3% de cette valeur ajoutée en 1963, et 42,3% en 1974 à l'Anatolie orientale et au Sud-est anatolien n'a été créées que par la raffinerie pétrolière à Batman. En outre, en repartant le revenu national en proportion de la population à toutes les régions -sauf l'Anatolie orientale et le Sud-est anatolien-, ces deux régions qui avaient 14,7% de la population ont eu 9,9% de la part du revenu national.⁸⁰

⁸⁰ DPT, *Dördüncü Beş Yıllık Kalkınma Planı (1979-1983)*, 1979, p .75.

2. Güneydoğu Anadolu Projesi (Projet d'Anatolie du Sud-Est) : le projet primordial sur le développement du Sud-Est Anatolien

Les politiques régionales au développement ont longtemps été niées en Turquie à cause de l'anxiété de séparatisme. C'est pourquoi, les projets spatiales avaient toujours un impact extraordinaire à l'actualité politique. Le GAP est très important pour notre étude puisqu'il est considéré comme un projet primordial sur le développement du Sud-Est Anatolien. Par contre, nous n'examinerons pas directement le projet de GAP puisqu'il existe une littérature très vaste sur ce sujet. Une recherche détaillée serait hors de notre sujet. C'est pour cette raison, notre étude se focalisera sur la raison de la nécessité d'un autre projet régional malgré l'existence du GAP qui est une initiative majeure en complète au Sud-Est Anatolien. Le GAP a-t-il servi un objectif lié au développement durable/sustainable? Dans quelles conditions les projets sont produits collaborativement par le GAP et les ADR? Parce que notre étude essaie de comprendre les impacts économiques et sociales des ADR dans la région TRC2, et dans ce but il essaie d'expliquer pourquoi les ADR sont fondés au lieu de la diffusion de GAP aux autres régions. La fondation des ADR a-t-elle créé une rupture dans les politiques du développement?

Après une brève présentation du GAP, nous parlerons de la similarité et de la différence entre le GAP et les ADR en matière de la vision et des activités.



Le GAP couvre la région de l'Anatolie du Sud-Est avec 9 provinces administratives (Adiyaman, Batman, Diyarbakır, Gaziantep, Kilis, Mardin, Siirt, Şanlıurfa et Şırnak). La

zone géographique et la population de la région correspond à environ 10% de la superficie et de la population totale du pays.

Le GAP est défini comme une initiative majeure et complète, qui vise à améliorer le niveau de revenu et la qualité de vie des personnes vivant dans la région, en réduisant les disparités régionales et en contribuant au développement économique et social du pays en mobilisant et en utilisant les ressources de la région.

Dès le début, le GAP a été perçu comme un programme visant à développer les ressources hydriques et terrestres dans la région. Il a été planifié comme un ensemble composé de 13 projets d'énergie dans les bassins de l'Euphrate-Tigre. Au total, ces projets prévoyaient la construction de 22 barrages, 19 turbines hydrauliques et des réseaux d'irrigation pour une superficie d'environ 1,8 million d'hectares. Dans le plan régional GAP est développé en 2002 le programme GAP de la Direction Générale des Travaux Hydrauliques de l'Etat, cette zone a été estimée à environ 1,8 million d'hectares. Après le développement de Master Plan en 1989, le GAP s'est transformé en un projet de développement régional intégré comprenant également le développement des infrastructures dans l'agriculture, l'industrie, les transports, l'éducation, la santé et les installations urbaines et rurales.

Parallèlement aux développements mondiaux qui ont eu lieu dans les années 90, le GAP a adopté la philosophie du développement durable et fondé ses activités sur les principes du développement humain, de la participation, de l'équité et de la justice sociale.

Afin d'assurer le bien-être, la paix et le bonheur des citoyens dans la région, le GAP prend en compte la réalisation des investissements dans le développement économique et social ainsi que dans les investissements des infrastructures. En identifiant les composantes de ce processus, les opinions et les suggestions des représentants locaux des provinces de la région ont été prises en compte. Dans ce contexte, l'évaluation de la situation et des analyses détaillées ont été menées dans les réunions des conseils économiques et sociaux des provinces respectives avec la participation de représentants des gouvernements locaux, des organismes gouvernementaux, y compris des ministères centraux, des organisations professionnelles locales et des organisations non gouvernementales ainsi que des députés de ces provinces.

À Ankara, des réunions d'évaluation ont eu lieu avec des bureaucrates, des députés de la région et des représentants des médias qui avaient déjà participé à des réunions au niveau provincial. En outre, des avis et des suggestions ont été pris lors des réunions tenues dans la plate-forme de développement GAP.

À la lumière de ces données et informations, y compris les demandes et suggestions venant de la région, le Plan d'action est élaboré. Dans le cadre de ce dernier, il existe quatre axes stratégiques de développement : (i) soutien au développement économique, (ii) assurer le développement social, (iii) développement de l'infrastructure et (iv) renforcement des capacités institutionnelles.

Ce concept du développement inclut donc (i) des améliorations rapides dans des domaines tels que l'emploi, la qualification de la main d'oeuvre, l'industrie et les infrastructures de services et l'accumulation de capital; (ii) la participation active des individus et des groupes à la vie économique et sociale, l'amélioration leur qualité de vie et la consolidation de la solidarité sociale; (iii) la fourniture de services d'infrastructure dans la région afin de mobiliser les ressources terrestres et hydrauliques; et (iv) la soutenance des développements institutionnels, y compris les ressources humaines en premier lieu, par les organisations centrales et régionales / locales.⁸¹

A partir de 2008, le plan d'action de GAP comprend des projets et des programmes axés sur l'homme, innovants et durables qui visent à réduire les disparités de revenus, privilégient les groupes et les zones défavorisés et fournissent des surfaces habitables. Sur la base de ressources humaines qualifiées, ces projets et programmes visent à accélérer le développement régional, à créer des emplois, à protéger les ressources naturelles, l'environnement et les biens culturels, à soutenir les progrès techniques et à compléter les projets d'irrigation, de transport et d'infrastructure industrielle.

L'urbanisation et les centres urbains qui devient récemment un centre de croissance, et qui augmente la domination des économies urbaines et un mode de vie urbain et l'importance des centres urbains en termes d'information, les services économiques et financiers compétitifs et

⁸¹ GAP Action 2008-2012

spécialisés, la R&D et la capacité innovante sont tous des facteurs à prendre en compte dans tout plan de développement.

Le GAP se concentre plutôt sur la sphère de l'irrigation, de l'agriculture et du tourisme puisqu'il était au début un grand projet visant à structurer les barrages et à solliciter le problème de l'irrigation de la région. Il était un projet dirigé par l'Etat. Les ADR sont aussi les organismes publics, mais ils ne sont pas chargés de réaliser les investissements. La définition du développement change dans le monde, les ADR butent à changer sa définition en Turquie aussi.

Dans ce but, les ADR ont des différents principes et priorités pour réaliser les politiques régionales. Ils ne mettent pas en place directement les politiques, ils sont considérés comme un organ médiateur. Ils soutiennent brièvement aux projets et aux investissements selon les Plans de région. Cela nous permet de souligner deux points: (i) découvrir le potentiel de la région et déterminer les priorités et les secteurs pour réaliser les projets avec les études de l'ADR (par exemple décider des sphères de l'industrie au moyen des études statistiques); (ii) assurer le financement pour les initiatives en jouant un rôle médiateur.

Cependant, les projets communs sont prévus entre le GAP et les trois ADR (ADR de Karacadağ, ADR de DİKA (couvrant les provinces Mardin, Batman, Şırnak et Siirt) et ADR d'İKA (couvrant les provinces Gaziantep, Kilis et Adıyaman) puisque tous ces trois organismes ont le même but: le développement du Sud-Est Anatolien. Malgré la signature des protocoles entre eux, ils ne mettent pas en place des projets pour ce but. En somme, le GAP conserve son importance dans la région, mais les ADR devient de plus en plus acteurs principaux au développement régional. Parce que les ADR sont inventées en raison du changement dans les besoins du nouvel ordre mondial et dans les théories du développements, au contraire de l'ancienne structure du GAP.

B. L'ADR de Karacadağ

Dans le cadre de l'Union européenne, une harmonisation des échelons statistiques à travers les nomenclatures territoriales statistiques (NUTS) qui découpent l'espace en cinq niveaux hiérarchisés dont trois possèdent des seuils statistiques a été exercée, le découpage retenu est celui des régions statistiques NUTS 2 établi en 2002. A partir de ce constat, la loi n° 5449⁸² incarne des nouvelles entités territoriales à l'échelle régionale en 2006. L'Agence de Développement - dans la région TRC2 qui couvre les provinces Diyarbakır et Şanlıurfa - a été fondée en 2008 avec la décision du cabinet "l'établissement des Agences de Développement dans certaines des régions statistiques NUTS 2" qui forme les Agences de Développement qui se trouve dans 8 différentes régions. L'Agence a officiellement été ouverte en 2009, et commencé ses opérations en 2010. Les fonctions et les responsabilités de l'Agence de Karacadağ⁸³ ont été déterminées dans le cadre de la loi n° 5449 et qui sont les suivantes :

- La préparation des stratégies concernées avec le développement régional
- L'amélioration des indicateurs économiques et sociales au niveau national, régional et local
- La réduction des disparités interrégionales et intra-régionales
- Le soutien du développement et de la réalisation de projets
- La mobilisation de la potentiel entrepreneurial de la région

Le développement durable nécessite de bonnes politiques et la fourniture efficace d'institutions favorisant la bonne gouvernance. Dans tous les cas, Van Arkadia (1989) soutient que les relations de pouvoir dans les Etats et les institutions fonctionnent puisqu'elles poursuivent des objectifs incompatibles en développement.⁸⁴

En Turquie, 26 Agences de développement ont été fondées depuis 2006, et elles travaillent avec le principe basé sur la régionalisation et la *bonne gouvernance*. A ce stade, les ADR

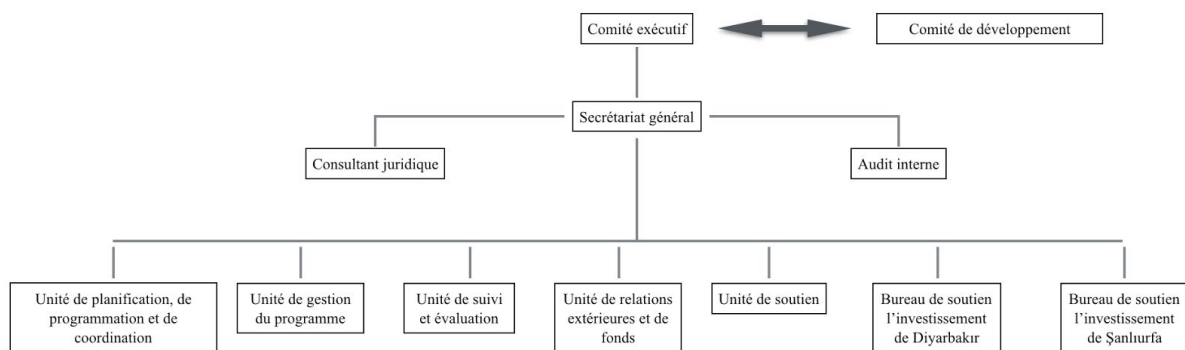
⁸² Kalkınma Ajanslarının Kuruluşu, Koordinasyonu ve Görevleri Hakkında Kanun, Kanun n°5949, Resmi Gazete, 08/02/2006.

⁸³ Les fonctions et les responsabilités de l'Agence de Karacadağ qui sont précisées dans le site internet de l'Agence.

⁸⁴ K.C. Roy, C.A. Tisdell, (1998) "Good governance in sustainable development: the impact of institutions", International Journal of Social Economics, Vol. 25 Issue: 6/7/8, pp.1310-1325, <https://doi.org/10.1108/03068299810212775>

visent l'utilisation efficace et productive des ressources, et la réduction de la disparités spatiales. Dans ce but, chaque ADR prépare un *plan de région* qui précise les sujets prioritaires et déterminer la stratégie de l'agence, en consultant les acteurs régionaux au cours d'un processus participatif. Le processus de la planification est participatif, de telle sorte que 4 réunions de consultation et 18 ateliers sont organisés afin de préciser les objets prioritaires de la région.⁸⁵

Schéma 1 : la structure organisationnelle de l'Agence de Développement de Karacadağ



source: le site de l'Agence de Développement de Karacadağ

La structure administrative des ADR sont passablement similaire. L'ADR de Karacadağ est composée d'un comité exécutif, d'un comité de développement, d'un secrétariat général, d'un consultant juridique, d'un audit interne et de 5 unités - (i) unité de planification, de programmation et de coordination, (ii) unité de gestion du programme, (iii) unité de suivi et évaluation, (iv) unité de relations extérieurs et de fonds, et (v) unité de soutien - et de deux bureaux de soutien l'investissement (à Diyarbakır et à Şanlıurfa).

Le Comité exécutif est l'organe décisionnel de l'Agence. Les fonctions et les autorités de le Comité exécutif sont assez larges, mais brièvement il révisé et approuve le budget annuel. Il est composé de huit représentants parmi lesquels, les gouverneurs de Diyarbakır et Şanlıurfa, ainsi que les maires, les présidents de l'assemblée générale provinciale et les présidents de

⁸⁵ L'entretien avec un expert dans l'Unité de planification, de programmation et de coordination

Chambre Industrielle et de la Chambre Commerciale de chaque ville. Le gouverneur est autorisé de représenter l'Agence en tant que président du conseil d'administration. Le conseil d'administration se réunit mensuellement dans les provinces de la région à tour de rôle.

Le Comité de Développement a été constitué afin de développer la coopération entre les institutions et organisations publiques, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les universités et les autorités locales de la région et la direction de l'agence d'une manière visant le développement régional. Le Comité du développement est l'organe consultatif de l'Agence et se réunit au moins deux fois par année. 49 de 100 représentatives au Comité de développement viennent de Diyarbakır, le reste des membres vient de Şanlıurfa.

Le secrétaire général est le directeur général du Secrétariat général et des Bureaux de soutien l'investissement. Il est également l'autorité de dépenser de l'Agence.

L'Unité de planification, de programmation et de coordination est chargée d'améliorer la compétitivité en matière de plan régional et de programmes opérationnels dans les provinces de Diyarbakır et Şanlıurfa, puis de préparer ou coordonner la préparation du plan régional en assurant la participation des acteurs locaux.

Les fonctions et les responsabilités de l'Unité de gestion du programme est la planification et réalisation de programmes de formation, l'acceptation et l'enregistrement les applications de projet, la planification et la manipulation de la phase d'évaluation de projet, la détermination des critères de sélection pour les évaluateurs indépendants et l'évaluation de ces derniers.

L'Unité de suivi et évaluation est chargée de suivre, d'évaluer et de rendre compte des résultats des activités et des projets soutenus pour la mise en oeuvre du Plan et des Programmes de développement régional.

L'Unité de relations extérieurs et de fonds réalise ses fonctions pour mener des recherches et des analyses concernant les programmes internationaux bilatéraux ou multilatéraux (y compris les programmes de l'UE), organiser des réunions afin de promouvoir les activités de ces programmes dans la région, développer des projets, et coopérer avec les personnes, organismes/organisations et institutions de la région pour mettre en place leurs projets dans le cadre de ces programmes.

L'Unité de soutien est l'unité qui mène les activités de soutien de l'Agence, et elle est composée d'un assistant de la direction, des agents qui sont chargés de budget, de finance, de financement comptabilité budgétaire, de Ressources Humaines, de presse, de Relations Publiques et d'informatique.

(I) Le principe de participation dans l'ADR

Les Agences de Développement sont définies les organes régionaux qui ne se trouvent pas dans la structure du pouvoir central ni local, qui utilisent l'innovation comme moyen politique et qui visent le développement local, financés par le pouvoir public. A l'inverse de l'approche *top-down* qui se focalise les infrastructures et soutiens financiers, les Agences mettent en oeuvre l'approche *bottom-up* qui couvre une seule région, et visent la compétitivité parmi les entreprises dans une région en soutenant les politiques éducatives et nouveautés.⁸⁶

Les politiques régionales sont avantageuses de manières différentes. Tout d'abord, la planification des politiques au niveau régional assure le ciblage des problèmes d'une région clairement et la focalisation de la fortification des entreprises locales. Ensuite, les Agences de Développement ont l'opportunité de travailler indépendamment des politiques des partis et sont partiellement protégées des rentes et des approches populistes. Les Agences préfèrent les personnels expérimentées qui assurent aussi de mettre en oeuvre les nouvelles approches au politique publique portant sur l'innovation tels que les services de consultation, les réseaux dans les entreprises, le partenariat entre le service public et privé, etc.⁸⁷

Les activités sur le développement local et régional visent à améliorer le bien-être économique d'une région. Dans certaines régions, ces activités sont organisées et fondées par la population locale, les fondations caritatives ou le secteur privé. Cependant le fournisseur important de ces initiatives est les gouvernements, de plus en plus leur partenariats avec les autres donateurs. Les approches du développement économique local et régional incluent parfois les stratégies partagées entre les partenaires, parfois comme une stratégie d'agence unique, les activités qui soutiennent le marketing d'une région ou une localité, le lobbying pour une plus grande part du financement gouvernemental pour les infrastructures et les investissements, le transfert de la technologie, l'innovation et les programmes de cluster, les initiatives du marché du travail, des petites moyennes entreprises, l'industrie culturelle, la promotion du tourisme, ainsi que le développement économique communautaire, les initiatives d'achats au niveau local, les initiatives contre la pauvreté, les interventions ciblées

⁸⁶ Henrik Halkier, *Regional Development Agencies and Multilevel Governance: European Perspectives, Regional Development and Governance Symposium*, Ankara, 2009, pp.4-5.

⁸⁷ *ibid.* pp.5-6.

pour des groupes particuliers tels que les communautés indigènes, les communautés de migrants, les femmes et les jeunes.⁸⁸

Depuis les années 1960, le développement régional et la réduction des disparités entre les régions sont au coeur des politiques de développement à partir de la mise en pratique des politiques d'économie planifiée en Turquie. Dans ce but, les soutiens financiers, les politiques pour *Kalkınmada Öncelikli Yörelere* (les zones de développement prioritaire), *organize sanayi bölgeleri* (les zones industrielles organisées), *küçük sanayi siteleri* (les petits sites industriels) et les projets du développement rural sont utilisés comme des instruments principaux afin d'activer les dynamiques des régions sous-développées. Les ADR ont été fondées afin de progresser la coopération entre le côté public, privé et les ONG, d'optimiser les ressources, de révéler le potentiel de la région, d'assurer le développement durable de la région, en parallèle de la politique nationale, et de réduire les disparités interrégionales et intra-régionales. Les principes fondamentaux sont d'encourager les secteurs où la région est capable de concurrencer avec les autres régions à l'échelle mondiale, de faire croître l'emploi et l'exportation, de soutenir les entreprises qui ont une haute valeur ajoutée.⁸⁹

L'ADR de Karacadağ qui a été fondée en 2009, a préparé *2010 yılı Ön Bölgesel Gelişme Planı* (Le pré-plan de développement régional de 2010), au début de 2010 pour préciser le cadre principal des activités de développement régional. Ce pré-plan de développement régional n'est pas parti de zéro, ni a utilisé les nouveaux travaux empiriques. Le neuvième plan de développement, le Plan Master GAP, le Plan d'action GAP, ainsi que *Ekonomik ve Sosyal Entegrasyon Projesi - EKOSEP* (le projet d'intégration économique et sociale) et *Şanlıurfa Sanayisinin Yeniden Yapılandırılması Projesi* (le projet de la reconfiguration de l'industrie de Şanlıurfa) y compris les travaux académiques et empiriques, ont assuré la progression du pré-plan dans un an. Cependant, les commissions pour certains secteurs (l'agriculture et l'élevage d'animaux, l'industrie et l'énergie, la commerce et la logistique, la santé et l'éducation, le tourisme culturel et la promotion, le commerce extérieur, l'urbanisation, l'environnement et l'infrastructure, les zones industrielles organisées, et la migration, le chômage, l'emploi et la cohésion sociale) sont construites. 20 ateliers de travail ont été organisés avec la participation des membres de chaque commissions et les résultats

⁸⁸ Andrew Beer, Graham Haughton et Alaric Maude, *Developing Locally: Lessons in Economic Development from Four Nations*, Policy Press, Bristol, 2003.

⁸⁹ Rapport des activités de 2015, l'Agence de développement de Karacadağ, 2015, pp.22-24.

obtenus ont été partagés avec les parties publiques et privées, les universités et les ONG. Comme dit Robert Boyer, la participation des différents acteurs a une importance clé et nécessaire au nouvel ordre néolibéral pour se développer. Dans chaque ADR, l'analyse SWOT⁹⁰ des secteurs et de la région a été effectuée pour que les potentiels et nécessaires de la région TRC2 est déterminés. Ces données sont utilisées afin de préparer les Plans de région.⁹¹

⁹⁰ C'est un outil d'analyse stratégique qui combine l'étude des forces (**Strengths**) et des faiblesses (**Weaknesses**) d'une organisation, d'un territoire, d'un secteur, etc. avec celle des opportunités (**Opportunities**) et des menaces (**Threats**) de son environnement, afin d'aider à la définition d'une stratégie de développement.

⁹¹ Le pré-plan de développement régional de 2010, l'ADR de Karacadağ

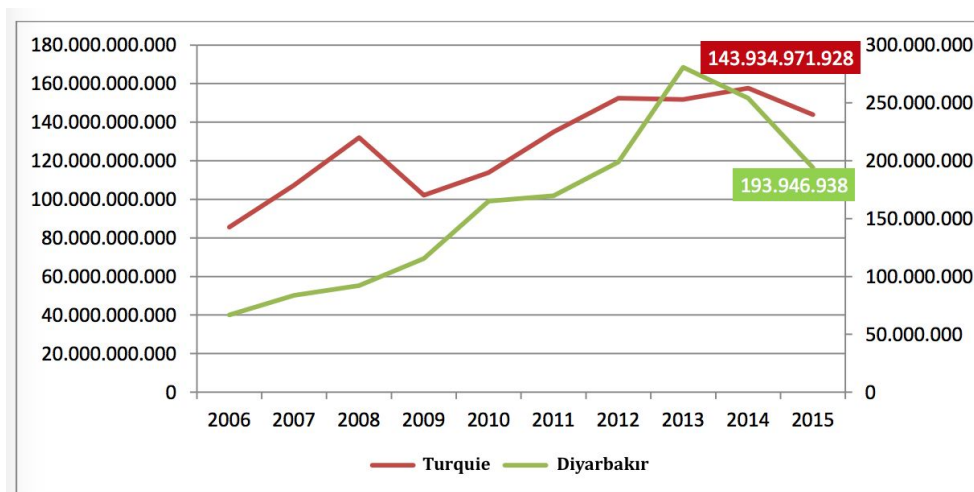
(II) L'importance de l'espace, et de la localisation

Tinbergen (1962) examine l'effet de la mondialisation sur l'impact de la distance. Dans les échanges bilatéraux la distance impacte peu de 1870 à 1950. Par contre, depuis les années 1950, il s'agit plus d'une augmentation du commerce entre pays proches que d'un manque de relations de commerce avec des pays éloignés. La création d'accord tarifaires entre pays voisins nous montre bien l'importance de celle-ci.

Pour l'économie de la région de Karacadağ, le commerce est une activité principale. L'ADR de Karacadağ déclare que le vision de la région pour 2023 est la transformation de la région TRC2 en un centre d'attraction du Moyen Orient. Dans ce but, la relation interrégionales a une place importante afin que la région Diyarbakır-Şanlıurfa devient une motrice dans son environnement.

Les pays principaux de l'exportation de Diyarbakır sont respectivement l'Iraq et la Chine (85% de l'exportation total de Diyarbakır). Le taux de l'exportation de Diyarbakır (Figure) augmente de 13% de 2006 à 2015, tandis que de 6% en Turquie. Le resserrement économique mondial et la conjoncture politique de la région en Turquie et en Iraq influencent négativement cette augmentation en 2014 et 2015. L'insuffisance de la diversité des pays à l'exportation influence facilement aux taux de l'exportation. Cependant, malgré cette augmentation, Diyarbakır contribue à l'exportation de la Turquie moins que les autres villes (0,13% en 2015).

FIGURE - L'exportation de Diyarbakır (\$)



Source : TÜİK, 2016

L'exportation de Şanlıurfa (Table) est influencé par la guerre civile syrienne, notamment à partir de 2011. Selon la statistique de TÜİK, le nombre des firmes exportatrices à Şanlıurfa est 176, des firmes importatrices est 276 en 2013. C'est-à-dire, de 2012 à 2013 ce nombre a augmenté de 40%. D'ailleurs 70% du volume du commerce extérieur de Şanlıurfa est composé de l'importation. Les pays principaux dans l'exportation de Şanlıurfa sont l'Iraq et la Syrie. Les secteurs clés pour l'exportation (en 2012) sont les produits en bois, l'acier et l'Électrique/Électronique.

TABLE - L'exportation de Şanlıurfa (.000 \$)

YIL	ŞANLIURFA	TRC2 ¹ BÖLGESİ	TÜRKİYE
2013	154.171 ²	391.257	151.868.551
2012	109.818	308.777	152.461.737
2011	148.312	317.984	134.906.869
2010	173.079	338.134	113.883.219
2009	128.893	244.281	102.142.613
2008	147.445	239.536	132.027.196
2007	86.388	170.087	107.271.750
2006	45.922	112.799	85.534.676
2005	32.392	89.741	73.476.408

Source : Le Ministère d'Economie, 2014

L'espace est toujours important pour l'économie d'une région. Nous voyons que la détermination des pays pour l'exportation et l'importation dépend des conditions géographique, les pays voisins sont naturellement les premiers cibles afin de faire le commerce extérieur pour réduire le coût de transaction.

(III) Les stratégies de Districts industriels existent-elles?

Les ADR font les analyses et les recherches pour bien connaître leurs régions. En partant de ces analyses et recherches, ils déterminent les secteurs agricoles, et industrielles qui auront un effet motrice pour la région. Cependant ils n'ont pas carrément mis en place des politiques des districts industrielles.

Le manque de la culture de collaboration entre les entreprises et institutions est la raison principale de l'absence des politiques des districts industrielles. Cependant, les secteurs industriels sont déterminés par les analyses de l'ADR de Karacadağ.

L'analyse de LQ montre que les secteurs principaux de l'industrie manufacturière à Diyarbakır sont la configuration de la machine et de l'équipement, la nourriture, l'industrie en bois et le textile entre 2008-2011. En cause distinct de Diyarbakır, les produits métalliques et plastiques prennent une importance dans l'économie de la région. L'analyse de 3 stars déterminant les secteurs de districts industrielles dans la TRC2 nous montre que la production des produits végétaux et animaux, la métallurgie et le secteur de la construction sont importants pour la région, outre les secteurs mentionnés ci-dessus.

La région TRC2 a une place stratégique puisqu'elle est voisine de zéro à l'Iraq. Néanmoins, elle n'a pas une stratégie de marque pour ses produits, et elle n'a donc pas un haut taux de l'exportation.

A ce stade, les bureaux de soutien l'investissement semblent comme un moyen afin d'améliorer cette situation.

“Les bureaux de soutien l'investissement ont été fondés pour faciliter le processus d'investir dans les régions. Ces bureaux travaillent collaborativement avec les unités des ADR, et ils ont des services “complètement” gratuits pour aider aux investisseurs.”⁹²

Les ADR soutiennent donc aux investisseurs à chaque étape. Par contre, ils ne suivent pas le succès des entreprises fondées. Ils ne contrôlent que au début du processus s'ils utilisent le

⁹² L'entretien avec un expert dans l'ADR d'Istanbul (Serkan Korkmaz Arslan)

financement et les machines achetées par l'ADR ou s'ils utilisent le financement pour un autre projet et vendent les machines.

TABLE - LES INVESTISSEMENTS DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION TRC2				
	Şanlıurfa	Diyarbakır	La région TRC2	La Turquie
le nombre des entreprises fondées	1.160	824	1.984	10.219
le nombre des entreprises fermées	594	324	968	69.523

source: TÜİK, 2011b, 2012

Nous ne savons pas le succès des entreprises soutenu par l'ADR de Karacadağ. Par contre nous avons l'accès des données générales dans la région. 51,20% des entreprises fondées en 2012 ont été fermées à Şanlıurfa et 39,32% de celles-ci à Diyarbakır. Cela nous montre que presque la moitié des entreprises fondées dans le secteur industriel ont été fermées dans la région TRC2.

(IV) L'Analyse du développement de la région TRC2

Les indicateurs de développement humain reposent sur trois piliers : la longévité, définie par l'espérance de vie ; le niveau d'instruction, mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et le nombre d'années d'études ; et le pouvoir d'achat des habitants, déterminé par le revenu réel par tête pondéré par le coût de la vie. Dans notre étude, nous analyserons d'abord les indicateurs démographiques pour bien comprendre l'état de la population de la région TRC2 qui était le cible des activités de l'Agence de développement de Karacadağ. Après les statistiques démographique, nous verrons le taux de la population rurale et urbaine, donc l'immigration dans la région, le taux de l'emplois, le niveau éducatif et les secteurs industrielles (la corrélation avec les secteurs agricoles) afin de comprendre et interpréter le changement économique et social dans la région TRC2 dès la fondation de l'ADR de Karacadağ.

TABLE - LES INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES DE LA RÉGION TRC2				
	Şanlıurfa	Diyarbakır	Région TRC2	Turquie
La population totale (hab.) (2009)	1613737	1515011	3128748	72561312
L'urbanisation (%) (2009)	55,8	71,2	63,3	75,5
Le classement de développement socioéconomique	68	63	23	-
Le taux de croissance démographique (%)	33,02	21,75	27,5	13,01
La densité de population (hab./km ²) (2009)	86	101	91	94
Le taux de dépendance des personnes âgées (2009)	84,0	69,8	76,9	49,2
Le taux de fertilité (par femme) (2009)	4,86	4,51	-	2,53
La taille moyenne des ménages (hab.) (2000)	6,55	6,76	-	4,50

Source : Le pré-plan de développement régional de 2010

La région TRC2 couvre 34.540 km² (Diyarbakır - 15.204 km² et Şanlıurfa - 19.316 km²) soit 4,4% de la superficie totale de la Turquie. Le taux de l'urbanisation de la province Diyarbakır est 71,2%, tandis que celui de Şanlıurfa est 55,8% en raison de l'écart du développement au

secteur agricole. La population urbaine a augmenté sensiblement à Diyarbakır par rapport à la population rurale entre 1990 et 2009. Par contre, à Şanlıurfa, la population a augmenté au milieu urbain, et aussi au milieu rural pendant ce period. L'exode rural est un facteur déterminant sur le changement de la caractéristique de la population à Diyarbakır. Diyarbakır est la deuxième province préférée par immigrés dans la région Sud-Est Anatolien, après Gaziantep. Néanmoins, la région TRC2 était une région d'accueil pour 57.187 immigrés tandis que 85.059 immigrés sont partis de-là vers les autres régions, donc l'immigration totale était négative. De plus, nous voyons que 79,5% des immigrés qui se trouvent au centre de Diyarbakır viennent des périphéries de cette dernière. Les raisons principales de ce type de migration sont le problème de sécurité, le terrorisme et la migration forcée. La raison du haut taux de la population rurale à Şanlıurfa est la croissance des activités agricoles grâce au GAP. D'ailleurs, l'immigration de la région TRC2 aux autres régions repose sur le conflit dans la région à partir de 1990 et notamment à Şanlıurfa les travailleurs saisonnières.

TABLE - LE TAUX DE LA POPULATION RURALE ET URBAINE						
	Le taux de la population urbaine dans la population totale (%)			Le taux de la population rurale dans la population totale (%)		
	1990	2000	2012	1990	2000	2012
Turquie	59,0	64,9	77,3	41,0	35,1	22,7
La région TRC2	54,9	59,2	63,5	45,1	60,2	36,5
Şanlıurfa	55,3	58,3	55,4	45,0	41,7	44,6
Diyarbakır	54,9	60,0	72,6	45,2	40,0	27,4

Quant au taux de l'emploi, 4,3% de la population totale se trouve à la région TRC2, mais la population active est 2,3%, et l'emploi est 2,2% de la moyenne générale en Turquie. Nous voyons dans la table ci-dessous que le taux de la population active et de l'emploi a diminué à la région TRC2 et aussi en Turquie entre 2006 et 2008 à cause de la crise économique. La province Diyarbakır avec un taux de 26,9% de la population active est placée au dernier selon les statistiques de 2008.

TABLE - L'EMPLOI										
	La population (>15ans) (mille)		La population active (mille)		La population non active (mille)		L'emploi		La population sans emploi (mille)	
	2006	2008	2006	2008	2006	2008	2006	2008	2006	2008
Turquie	51668	50772	24776	23805	26892	26967	22330	21194	2446	2611
La région TRC2	1782	1696	575	540	1207	1157	505	464	69	76

Lorsqu'il existe une répartition sectorielle de l'emploi régional, le secteur des services est en premier lieu et a enregistré une forte baisse entre 2006 et 2008, mais l'agriculture n'est qu'en croissance. La loi agricole a été promulguée en 2006, puis le Ministère de l'Alimentaire, de l'Agriculture et de l'Élevage a mis en place des programmes d'encouragement afin de soutenir le secteur agricole. Il est probable que ces soutiens du Ministère ont eu un effet positif sur la population rurale et l'emploi dans ce secteur. Néanmoins, malgré 14% de la croissance de l'emploi agricole dans la région TRC2, il existait 17,5% de la diminution de ce dernier à l'échelle nationale entre les années 2006 et 2008. Il est clair que les soutiens publics ne sont pas suffisants d'interpréter les aspects positifs dans l'agriculteur.

TABLE - LA POPULATION ACTIVE PAR TRANCHE ÂGE DE 2008								
Tranche d'âge	La population (>15ans) (mille)		La population active (mille)		La population non active (mille)		L'emploi	
	La population totale (≥15) (mille)	La population active (mille)	La population non active (mille)	L'emploi (mille)	La population sans emploi (mille)	Le taux de participation à la population active (%)	Le taux d'emploi (%)	Le taux de chômage (%)
15-19	330	67	262	55	13	20,4	16,6	18,8
20-24	228	67	161	54	13	29,3	23,7	19,1
25-34	445	178	268	151	27	39,9	33,9	15,1
35-54	476	195	281	173	22	40,9	36,3	11,2
55 +	217	33	184	31	2	15,3	14,3	6,5

Total	1696	540	1157	464	76	31,8	27,3	14,1
--------------	------	-----	------	-----	----	------	------	------

L'indicateur de la population non active est remarquable. Il faut ne pas oublier que ces résultats ne prennent pas proprement en compte des travailleurs saisonniers et des travailleurs illégaux.

TABLE - L'EMPLOI DANS LA RÉGION TRC2						
	le taux de la participation à la population active	le classement	le taux de chômage	le classement	le taux de l'emploi	le classement
2004	37	1.	11,8	10.	32,6	1.
2005	34,4	2.	10,9	11.	30,7	2.
2006	31,5	2.	12,1	7.	27,7	2.
2007	30,8	2.	13,8	4.	26,5	2.
2008	31,8	2.	14,1	7.	27,3	2.
2009	34,4	2.	18,8	2.	27,9	2.
2010	33,5	1.	13,1	7.	29,1	1.
2011	32,8	1.	8,4	16.	30,1	2.

Dans le table, nous voyons que le taux de la participation à la population active baisse de 2004 à 2007, et de niveau de 2009 à 2011. Cependant, le taux de chômage baisse aussi dans ce période. Cela nous pousse à réfléchir sur le travail illégal.

Selon les données de TÜİK (2012d), en 2004 le taux de travail illégal est 80% , en 2011 il devient 60%. Le baisse du taux de travail dans le secteur agricole a donc influencé au travail illégal.

Les entretiens avec les gens à Diyarbakır nous montrent que leurs problèmes économiques ont de plus en plus augmenté après le dernier fait à Sur.

“Nous avons du déménager de Sur à Yenişehir, et les loyers à Yenişehir sont plus cher qu’à Sur. Bien qu’il existe des infrastructures étatiques, le secteur privé reste loin de cette région. Environ 10 personnes vivent ensemble dans chaque maison. Le chômage et la pauvreté sont les problèmes principaux de cette région. Nous avons pas de préservation des emplois ici, l’Etat ne contrôle pas la vie économique.”⁹³

Le niveau d’éducation est un autre des indicateurs principaux de développement humain parce que l’éducation est un moyen qui serve au progrès individuel, mais aussi elle détermine la direction de la vie individuelle dans chaque domaine.

TABLE - LES INDICATEURS ÉDUCATIFS				
	Şanlıurfa	Diyarbakır	TRC2	Turquie
Le classement du développement du secteur éducation	78	73	25	-
Le taux de l’alphabétisation	81,64	81,04	81,33	91,78
Le taux de l’alphabétisation féminine	71,54	70,52	71,03	86,91
Le taux de la préscolarisation	21,59	30,80	26,19	32,11
Le taux de la scolarisation (primaire)	91,30	94,72	93,01	96,49
Le taux de la scolarisation (secondaire)	25,71	37,03	31,37	58,52
Le nombre d’étudiant universitaire	8699	13087	21786	2372136

Source : TÜİK, 2009a; DPT, 2003. MEB, 2008-2009; TÜİK, 2007e.

TABLE - LES INDICATEURS ÉDUCATIFS				
	Şanlıurfa	Diyarbakır	TRC2	Turquie
Le classement du développement du secteur éducation	78	73	25	-

⁹³ Le Rapport de l’immigration de Diyarbakır, l’ADR de Karacadağ, 2017

Le taux de l’alphabétisation	89,6	91,0	85,1	95,8
Le taux de l’alphabétisation féminine	82,6	85,1	83,8	93,0
Le taux de la préscolarisation	21,59	30,80	26,19	32,11
Le taux de la scolarisation (primaire)	91,30	94,72	93,01	96,49
Le taux de la scolarisation (secondaire)	25,71	37,03	31,37	58,52
Le nombre d’étudiant universitaire	8699	13087	21786	2372136

Source : TÜİK, 2012a.

Selon les statistiques de 2009, le taux de l’alphabétisation est environ 81% dans la région TRC2, environ 92% en Turquie. Quant aux femmes, ce taux est plus faible. La préscolarisation est un problème grave en Turquie, donc ce n’est pas surprenant qu’elle n’est pas répandue dans cette région. De plus, le taux de la scolarisation secondaire est remarquablement bas dans la région TRC2.

TABLE - LES INDICATEURS ÉDUCATIFS DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES

	École	Niveau	Salle	Etudiant	Ens*	Etudiant /Ens*	Etudiant/salle	Le taux de la scolarisation
Şanlıurfa	1391	9.254	8.528	235.006	8972	26	48	99,41
Diyarbakır	1027	7.217	5.831	177.174	7.346	24	42	99,64
La région TRC2	2.418	16.471	14.359	412.180	16.318	25	45	-
La Turquie	29.169	251.027	234.920	5.593.910	282.043	20	30	98,86

Source: MEB (2013)

Selon les données de MEB (2013) le taux de la scolarisation dans le niveau de l’enseignement primaire de Diyarbakır est 99,4%, 99,64% à Şanlıurfa. Toutefois, les écoles dans les régions rurales sont nombreuses. Par contre, le nombre d’étudiant par enseignant est 25 dans la région TRC2, tandis qu’il est 20 en Turquie. Le nombre d’étudiant par salle est 29, tandis qu’il est 24 en Turquie. Le nombre d’étudiant par salle et par enseignants sont des indicateurs principaux qui nous montrent la qualité du niveau de l’éducation. Le nombre des

enseignements et des salles sont insuffisants dans la région TRC2. Cette situation positive dans le nombre d'école n'est pas qualitative mais quantitative. A cause de l'insuffisance des enseignements et des salles, les étudiants doivent aller des villager au centre de la ville.

Selon les statistiques étatiques et nos entretiens, nous observons que les initiatives étatiques ont un effet positif sur l'économie de la région TRC2 dans chaque secteur (par exemple le nombre des écoles, l'encouragement des filles pour l'éducation, etc.). Cependant, le secteur privé est abstentionniste pour investir dans cette région. La montée du conflit influence directement aux investissements privés. En conséquence, l'emploi et la pauvreté sont les questions principales de la région, et toutes ces questions incarnent le problème de l'immigration.

Conclusion

Diyarbakır et Şanlıurfa sont les acteurs principaux de notre étude. Ces deux provinces qui se trouvent au Sud-Est Anatolien est définies comme l'un des régions plus sous-développées en Turquie. Après les politiques (centrales) du développement qui sont sans succès, la perspective de l'Etat a changé pour les régions sous-développés. Les ADR fondées sous l'effet du processus de l'adhésion à l'UE devient les institutions clés afin de mettre en place les politiques sur le développement régional en Turquie. Les ADR mettent au premier plan l'importance de l'espace en soulignant l'importance du rôle des institutions.

L'espace devient de plus en plus important pour les théoriciens du développement. Jusqu'à nos jours, certains théoriciens ont cru le destin des régions. Autrement dit, la région qui a géographiquement l'avantage, a capable de se développer (par exemple la théorie du pôle de croissance). Aujourd'hui les nouvelles approches se concentrent sur le découvert des potentielles des régions (NEG).

Nous voyons que les pratiques du développement ont changé parallèlement aux politiques mondiales - mais en retard- dans ces derniers décennies en Turquie. Dans les années 1950 et 1960, même jusqu'aux années 1980, les politiques ont été dirigées par le pouvoir central. Aujourd'hui, les acteurs locales qui connaissent bien leurs propres régions jouent un rôle clef au développement. Par exemple, le GAP qui est un projet continue depuis longtemps, est le sujet de beaucoup de critiques. Nous n'avons pas analysé le succès du GAP. Cependant, avant les ADR, aucune projet n'a réussi à attirer l'attention de l'opinion publique comme le GAP. Aujourd'hui, les ADR sont comme la continuité du GAP en matière du but du développement. Mais les ADR ont des différents moyen pour réaliser ce but. Ils ont des rôles dans l'étape de la planification et du financement en utilisant la force de la collaboration entre les institutions puisque le nouvel ordre mondial nécessite les institutions qui ont ce type de rôle. Comme le dit Robert Boyer, la participation des différents acteurs est très importante et nécessaire au nouvel ordre néolibéral pour se développer. La structure des ADR est déjà désignée comme un système qui permet la participation des différents acteurs.

Les ADR sont créés à partir des nouvelles approches au développement. Mais ces politiques axées sur ces approches répondent-ils aux besoins des sociétés? Leurs politiques réussissent-elles à réduire les disparités spatiales, à assurer un niveau éducatif haut, à créer une région ayant l'accessibilité aux services (santé, activités culturelles), à réduire le taux d'emploi, et à assurer l'égalité (en réalité) entre la femme et l'homme? Les ADR sont-elles des attentes irréalistes? Notre étude a essayé à répondre ces questions.

Afin de répondre ces questions, nous avons analysé les statistiques étatiques en utilisant les indicateurs de l'IDH. Ces données nous ont montré que la région TRC2 n'est pas encore capable d'être un centre d'attraction dans son environnement. Nos entretiens et les rapport de l'ADR de Karacadağ soutiennent à cette opinion aussi. Pour 2023, la vision de l'ADR de Karacadağ est que la région TRC2 devient un centre d'attraction au Moyen-Orient. Mais ils n'ont pas fait assez attention aux politiques de districts industrielles. L'un des principaux rôles des ADR est de mettre en place des stratégies de planification, de développement et de commercialisation de leurs ville et de créer une marque de la ville au moyen des potentielles de la région. Pour le but de 2023, il faut se concentrer les politiques qui vont les porter à un niveau plus élevé.

A partir de nos entretiens, nous avons compris que l'ADR d'Istanbul possède les opportunités plus que l'ADR de Karacadağ puisque ce premier est choisi prioritairement par les investisseurs. Cela nous montre qu'il n'est pas facile d'empêcher de réduire les disparités entre l'est et l'ouest de la Turquie. Tout d'abord, les agents qui travaillent dans l'ADR d'Istanbul sont plus qualifiées⁹⁴ que les autres. Cela est une preuve dont Istanbul est une province préférée même par les agents plus qualifiés des ADR.

Notre étude a bien analysé les fonctions des ADR, à partir des entretiens, des statistiques, des rapports de l'ADR de Karacadağ. Nous avons mis en évidence l'importance de l'espace et le rôle de la collaboration des institutions au moyen des théories au littérature et des pratiques dans la région TRC2. Cependant, l'enjeu le plus important de cet étude était de travailler à partir des statistiques gouvernementales. Pour empêcher d'arriver aux résultats faussés, nous avons fait les entretiens dans l'ADR de Karacadağ. Par contre, nous avons réalisé pendant les

⁹⁴ Les agents qui travaillent dans l'ADR d'Istanbul sont diplômés des universités qui ont des réputations biens (L'Université Boğaziçi, LSE, etc.)

entretiens, après la tentative de coup d'État (le 15 juillet 2016) c'est difficile de s'informer notamment sur les opinions personnelles des fonctionnaires. Les interlocuteurs tous partagent un sentiment d'anxiété quand il s'agit de parler de son avis personnel car il se sentaient menacés dans le climat de répression qui s'est aggravé à la suite de la tentative de coup d'État en Turquie.

Malgré tous ces enjeux, nous avons observé que les ADR apparaissaient comme un organe ayant toutes les compétences pour régler tous les problèmes et effacer toutes les disparités interrégionales en Turquie selon les autorités publiques et l'opinion publique. Néanmoins, ils se transforment de plus en plus en un organe qui assure le financement pour les projets. C'est la raison pour laquelle, le Ministère de développement prévoit un changement institutionnel pour les ADR.⁹⁵ Ils ont capable d'analyser avec les agents qualifiés qui travaillent dans les unités. Ils ont la capacité de travailler comme un cerveau dans le processus de la mise en pratique des politiques du développement. Par contre, s'ils ont un mission de réduire les disparités spatiales, ils ne possèdent pas assez de compétences pour réaliser ces politiques. Ils travaillent comme un pont entre les investisseurs et les autres institutions en déterminant les besoins et les potentielles de la région.

Les politiques mises en place par les institutions qui sont construites au cours du mandat de l'AKP, ont les politiques néolibérales puisque l'AKP ce type de politiques. Leurs politiques se concentrent donc aux stratégies entrepreneuriales. Dans ces stratégies, l'entreprise a un rôle principal. Au moyen des politiques qui encouragent les investissements, ils portent la valeur de PIB à un haut niveau. En fait, nous avons conclu que ces politiques ne sont pas assez efficaces afin de réaliser une influence positive sur l'emploi, l'éducation, etc., ainsi que sur le développement de la région.

⁹⁵ L'entretien avec un expert qui travaille dans l'ADR de Karacadağ

Bibliographie

Agnès Labrousse, “Chaînes statistiques et économie politique du chiffre”, *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2016/4 (71e année), p. 845.

Ahmad Feroz, *Modern Türkiye'nin Oluşumu*, 2002, p. 120.

Atila Sönmez, “Türkiye’de Sermaye Birikim Süreci ve Sanayileşmeye Etkisi”, *İlhan Tekeli İçin Armağan Yazılar*, Selim İlkin, Orhan Silier, Murat Güvenç (ed.) Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2004, s. 333.

Becattini G., *Le district marshallien : une notion socio-économique*, sous la dir. de Georges Benko et Alain Lipietz, *Les régions qui gagnent: districts et réseaux, les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Paris : Presses universitaires de France, 1992, p.37.

Beer A., Houghton G. et Maude A., *Developing Locally: Lessons in Economic Development from Four Nations*, Policy Press, Bristol, 2003.

Benko G. et Lipietz A., *Le nouveau débat régional : positions*, sous la dir. de Georges Benko et Alain Lipietz, *Les régions qui gagnent: districts et réseaux, les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Paris : Presses universitaires de France, 1992. p.17-20.

Boratav Korkut, *Türkiye iktisat Tarihi 1908-2002*, İmge Kitabevi, Ankara, 2003, p.59.

Capello R., Nijkamp P., *Handbook of regional growth and development theories*, Edward Elgar, 2009.

Combes, P.P., Mayer, T., Thisse, J.F., *Economic Geography: The integration of regions and nations*, *Economica*, 2008.

Courlet C. et Pecqueur B., *Les systèmes industriels localisés en France: un nouveau modèle de développement*, sous la dir. de Georges Benko et Alain Lipietz, *Les régions qui gagnent: districts et réseaux, les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Paris : Presses universitaires de France, 1992, p. 83.

Dasgupta et Weale, “On measuring the quality of life”, *World Development*, 1992.

DPT, *Birinci Beş Yıllık Kalkınma Planı (1963-1967)*, 1963, pp.471-472.

<http://www3.kalkinma.gov.tr/PortalDesign/PortalControls/WebContentGosterim.aspx?Enc=51C9D1B02086EAFB654E1718CECE5A14>

DPT, *İkinci Beş Yıllık Kalkınma Planı (1968-1972)*, 1967, p .263.

<http://www3.kalkinma.gov.tr/PortalDesign/PortalControls/WebContentGosterim.aspx?Enc=51C9D1B02086EAFB654E1718CECE5A14>

DPT, *Üçüncü Beş Yıllık Kalkınma Planı (1973-1977)*, 1972, p. 947-948.

DPT, *Dördüncü Beş Yıllık Kalkınma Planı (1979-1983)*, 1979, p. 75.

Dubois et Mary, L'environnement urbain et son arsenal juridique, dans le développement durable, ouvrage collectif (Dir. Wickermann G.) Edition Ellipses, 2008.

Edwards Mary E., "Nature and Scope of Regional and Urban Economics". *Regional and Urban Economics and Economic Development. Theory and Methods*. Taylor&Francis Group, 2007. p.6.

Eşiyok B.A., Bölgesel Kalkınma, Yeni Bölgecilik ve Bölgesel Kalkınma Araçları, Memleket Siyaset Yönetim, 7/17, 2012. p.209.

Eşiyok B.A., "Sanayi Planlarından 1947 İktisadi Kalkınma Planı'na: Bir Dönüşümün Kısa Öyküsü", *Memleket Siyaset Yönetim*, Sayı.11, 2009. p. 98.

Greffé Xavier, Le développement local, *L'Aube, DATAR, Bibliothèque des Territoires*, 2002, p.18.

Halkier Henrik, Regional Development Agencies and Multilevel Governance: European Perspectives, *Regional Development and Governance Symposium*, Ankara, 2009, pp.4-5.

Higgins B.J., Savoie D.J, Regional development theories and their application, *Transaction publisher*, 1995.

Kalkınma Ajanslarının Kuruluşu, Koordinasyonu ve Görevleri Hakkında Kanun, Kanun n°5949, Resmi Gazete, 08/02/2006.

ISM - Institut supérieur des métiers, Petites entreprises et artisanat : acteurs des systèmes productifs locaux, Paris :Institut supérieur des métiers, 2003, pp.175-178.

Jean-Luc Arrègle, Analyse "Resource Based" et identification des actifs stratégiques, *Revue française de gestion*, 2006/1 (n° 160), p. 241-259. DOI : 10.3166/rfg.160.241-260. URL : <http://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2006-1-page-241.htm>

Lakshmanan T.R, Button K.J., Institutions and economic development, dans *Advances in Regional Economics* (Capello R. Nijkamp P., A), *Edward Elgar*, Cheltenham, 2009

L'article 2 (Titre I dispositions communes) de *la traité sur l'Union européenne* (version consolidée), 26/10/2012.

L'article 49 (Titre VI dispositions finales) de *la traité sur l'Union européenne* (version consolidée), 26/10/2012.

Le pré-plan de développement régional de 2010, l'ADR de Karacadağ

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Rapport Mondial sur le Développement humain, 1990

Le Rapport de l'immigration de Diyarbakır, l'ADR de Karacadağ, 2017

Mauricette Fournier, Politiques publiques, compétitivité des territoires et partages d'expériences. Etude comparée des actions en faveur des districts italiens et des SPL français. Catarino, Acácio Ferreira. Empresarialidade e empregabilidade dos sistemas productivos locais - Espaços industriais : Portugal, França et Alemanha, Edição Barafunda et ADEB, pp 171-201, 2005, 972-99594-0-4. <halshs-00881848>

Meadows D., Halte à la croissance?, Paris, Fayard, 1972.

OCDE, UN, Measuring sustainable development, Genève, 2008.

Ortaylı İlber, *İmparatorluğun En Uzun Yüzyılı*, 2ème édition, İletişim Yayınları, İstanbul, 1999. pp. 140-141

Paulette Pommier (réd), chargée de mission à la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale). avec la collab. de Marianne Boilève. Les systèmes productifs locaux, Paris : la Documentation française, 2002, pp.11-12.

Pérouse J.F., 2005. Reposer la « question kurde ». In Vaner S. (dir.), La Turquie, Paris, Fayard, p. 357-387.

Peter Maskell, Heiki Eskelinen, Ingjaldur Hannibalson, Anders Malmberg and Eirik Vatne, Competitiveness, Localised Learning and Regional Development: Specialisation and prosperity in small open economies, Routledge Frontiers of Political Economy, 2002, p. 1.

Polese M., Shearmur R., Economie urbaine et régionale. Introduction à la géographie économique, *Economica*, Paris, 2009.

Polese M., Shearmur R. et Terral L., Economie urbaine et régionale. Géographie économique et dynamique des territoires. *Economica*, Paris, 2015.

Prager J.C., Thisse J.F., Économie géographique du développement, Repères, 2010.

Rapport des activités de 2015, l'Agence de développement de Karacadağ, 2015, pp.22-24.

Roy K.C., Tisdell C.A., (1998) "Good governance in sustainable development: the impact of institutions", *International Journal of Social Economics*, Vol. 25 Issue: 6/7/8, pp.1310-1325, <https://doi.org/10.1108/03068299810212775>

Sabel C.F., *Une politique économique différenciée selon les régions, instrument de régionalisme expérimental*, [dans le livre] OECD - Organisations de coopération et de développement économiques. Réseaux d'entreprises et développement local : compétition et coopération dans les systèmes productifs locaux. Programme LEED, [Programme de]

Développement économique et création d'emplois au niveau local, Organisation de coopération et de développement économiques. Paris :OECD, 1996, p.47.

Sebastiano Brusco, *Le rôle des institutions*, [dans le livre] OECD - Organisations de coopération et de développement économiques. Réseaux d'entreprises et développement local : compétition et coopération dans les systèmes productifs locaux. Programme LEED, [Programme de] Développement économique et création d'emplois au niveau local, Organisation de coopération et de développement économiques. Paris :OECD, 1996, p.130.

Toute l'Europe, l'Adhésion de la Turquie à l'Union européenne, où en est-on?, 18/04/2017
<http://www.touteleurope.eu/les-politiques-europeennes/elargissement/synthese/adhesion-de-l-a-turquie-a-l-union-europeenne-ou-en-est-on.html>

Turkey 2005 Progress Report, Brussels, 9/11/2005
http://www.ab.gov.tr/files/AB_Iliskileri/Tur_En_Realitons/Progress/Turkey_Progress_Report_2005.pdf

Turkey 2016 Report, European Commission , Brussels, 9/11/2016
https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_turkey.pdf

Ulaş Bayraktar et Elise Massicard, “Des réformes inachevées”. *La décentralisation en Turquie*. AFD, 2011. p.16.

Watts, N.F., 2009; Re-Considering State-Society Dynamics in Turkey's Kurdish Southeast. *European Journal of Turkish Studies*, 10, Online. URL: <http://ejts.revues.org/index4196.html>

Van Dijk J., Folmer H., Oostrhaven J., « *Regional Policy : Rationale, Foundations and Measurement of its Effects* », Chap. 23 dans *Regional Dynamics and Growth : Advances in regional economics* (Capello R. et Nijkamp P.), 2008.

Vanier Martin, *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*. Paris, Economica, 2010. pp.120-125.

Yenel Oktay, *Cumhuriyet'in İktisat Tarihi*, Homer Kitabevi, İstanbul, 2003, s. 70.

Annexe 1. Le rapport de progrès de l'UE, 2005

Chapter 22: Regional policy and coordination of structural instruments

The acquis under this chapter consists mostly of framework and implementing regulations, which do not require transposition into national legislation. They define the rules for drawing up, approving and implementing Structural Funds and Cohesion Fund programmes reflecting each country's territorial organisation. These programmes are negotiated and agreed with the Commission, but implementation is the responsibility of the Member States. Member States must respect EU legislation in general, for example in the areas of public procurement, competition and environment, when selecting and implementing projects. Member States must have an institutional framework in place and adequate administrative capacity to ensure programming, implementation, monitoring and evaluation in a sound and cost-effective manner from the point of view of management and financial control. Some progress was made in the area of regional policy and coordination of structural instruments. Concerning territorial organisation no developments are to be reported since Turkey grouped its 81 provinces (NUTS III level regions) to create 26 new NUTS II regions, for statistical purposes, in 2002. However, the NUTS II regions do not correspond to any administrative structures, which remain at the central, provincial and municipal levels. Some developments have taken place in the field of statistics following the substantial progress made in previous years. Work is ongoing to expand the database for regional statistics¹⁰² according to the NUTS classification. An inventory of available regional data was developed and urban audit data compiled. As for the legislative framework, Turkey's preparations for the implementation of regional policy are conditioned by its on-going reform of the public administration, contained in four laws. One of these, the Law on Public Administration Reform, was sent by the President, for revision, to the Grand National Assembly in 2004. It has yet to be adopted. The remaining three laws, the Law on Municipalities, the Law on Metropolitan Municipalities, and the Law on Special Provincial Administrations were adopted in July 2005. The Turkish Republic is a highly centralised state, with limited experience of participatory approaches to economic development. This legislative package is to be welcomed, insofar as it devolves the responsibility for a number of executive functions to the lower tiers of the public administration and introduces a measure of local democracy at the provincial level. This

should facilitate the application of the principles of partnership. However, there are important deficiencies, particularly in relation to the coherence of this legislation. No development can be reported on the legal framework for the establishment of Regional Development Agencies. There has been progress in some acquis areas that are relevant for regional policy, and these are reported in detail in the corresponding chapters. No significant progress relevant to regional policy is noted in the area of public procurement or environment. The institutional framework in Turkey for regional policy is narrow as responsibility for planning, programming, implementation and monitoring remains concentrated within the State Planning Organisation. Decisions have not been taken yet regarding the establishment of the managing and paying authorities that will be needed, initially for the implementation of the regional development component as well as other components of the planned Instrument for Pre-accession Assistance and ultimately for the implementation of EU Structural Funds. There has been little progress in strengthening collaboration between sectoral and regional departments within the State Planning Organisation, which is a vital element for the determination of investment strategies. There are also no structures for coordination with sectoral ministries in relation to regional development. Concerning administrative capacity, currently, the principal institution in the implementation of EU-funded regional development programmes is the Central Finance and Contracts Unit, which is responsible for all procurement and contacting issues related to regional programmes. This unit is understaffed and under-resourced in relation to the growing workload. The State Planning Organisation has responsibility not only for regional planning, but also for supporting the implementation of regional development programmes. Capacity in terms of personnel at central level within the State Planning Organisation is adequate, but decisionmaking is highly centralised. Devolution of responsibility to regional structures is limited, and the service unions (partnerships of provincial and municipal administrations) that have been established do not have the administrative capacity to implement programmes without external support. No progress has been registered in relation to programming. Although the State Planning Organisation has extensive planning experience, this is mostly confined to the strategic level. There is significant weakness in bridging the divide between strategic plans and operational programmes. Programming has not adequately involved regional stakeholders. No significant developments are to be reported concerning monitoring and evaluation. As regards financial management and control, all the provisions of the Law on Public Financial Management and

Control, except those on budget execution, entered into force in 103 2005. Nevertheless, most of them are not operational in the absence of implementing legislation. Some progress has been made to solve practical problems related to pre-accession assistance but the entities responsible for applying the Decentralised Implementation System need to be reinforced urgently and very considerably (see also Chapter 32 – Financial and budgetary provisions).

Conclusion There has been some progress in establishing the legislative framework for the decentralisation of Turkey's public administration, and this should help to promote a participatory approach to regional policy. There has also been further progress in the introduction of financial control provisions, and in the compilation of statistics relevant for regional policy. Framework legislation needed to implement the *acquis* under this chapter, in the areas of public procurement, environment, and multi-annual budgeting is not in place yet. The institutional framework, particularly in relation to strategy, inter-ministerial coordination and dedicated regional structures is not adequate. Administrative capacity for the design and implementation of programmes and projects is weak. In the light of the planned EU Instrument for Pre-accession Assistance, strategy issues, readiness of the responsible entities, namely line Ministries and agencies, establishment and /or reinforcement of relevant corresponding structures, capacity to present and implement programmes and projects as well as staffing should be given an urgent attention. The establishment and early accreditation of managing and paying authorities for the implementation of the planned EU Instrument for Pre-accession Assistance (as precursors of structures under the Structural Funds) should be addressed as a matter of priority. These steps must be taken urgently, if the bodies concerned are to be accredited in time to implement the new instrument from 2007. Considerable efforts are required to develop sufficient administrative capacity at both central and regional level. Turkey may consider delegating responsibility for sectoral strategy, implementation and monitoring to the sectoral ministries and to regional structures so that the State Planning Organisation could focus on its planning mandate and its role as a coordinator. The establishment of, and provision of institution-building support to, permanent structures, namely to Regional Development Agencies, could go a long way to redressing the shortfall in administrative capacity at regional level.

Annexe 2. OECD Regional Outlook 2014: Regions and Cities: Where Policies and People Meet / Country Notes / Turkey

Turkey

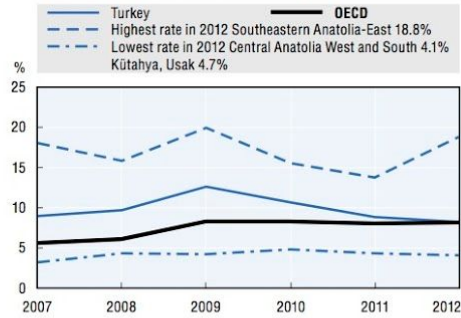
Recent policy developments

- The Tenth National Development Plan (2014-18) has recently been published and establishes the medium-term priorities of Turkey in terms of regional policy. Under the plan, regional development policies will contribute to national development, competitiveness and employment by increasing the productivity of regions, while addressing the basic objective of reducing regional and rural-urban disparities. Priority areas include: increasing the consistency and effectiveness of policies at the central level, creating a development environment based on local dynamics, increasing institutional capacity at the local level and accelerating rural development.
- The draft National Strategy for Regional Development (2014-23) seeks to: ensure national level co-ordination for regional development and regional competitiveness, strengthen the linkages between spatial and socio-economic development policies and establish a general framework for sub-scale plans. Regional plans for the period of 2014-23 for all 26 NUTS 2 regions within the framework of the National Strategy for Regional Development and regional planning guidelines are being produced under the co-ordination of regional development agencies.
- Turkey has institutionalised the 26 development agencies of its regions, now fully operational.
- The Supreme Regional Development Council (chaired by the Prime Minister with participation of related ministers) and Regional Development Committee (technical consultation by under-secretaries of related ministries) were established to support greater central government co-ordination on regional development issues.

Government structure	Municipal-level governments	Intermediate-level governments	Regional or state-level governments
Unitary	2 950		81
Regional development policy			
Lead ministry(ies) or committees	Ministry of Development; Supreme Regional Development Council		
Regional development framework	The Tenth National Development Plan (2014-18) and the draft National Strategy for Regional Development (2014-23) determine the medium-term priorities for regional policy.		
Urban development policy			
Lead ministry(ies) or committees	Ministry of Environment and Urbanisation		
Urban policy framework or strategy	The Integrated Urban Development Strategy and Action Plan (<i>Kentsel Gelişme Stratejisi ve Eylem Planı</i> , KENTGES) of 2010 focuses on a wide range of issues, from infrastructure, housing and disaster management to social policies and economic development.		
Rural development policy			
Lead ministry(ies) or committees	Ministry of Development		
Rural policy framework or strategy	Rural Development Plan (2010-13)		

Note: The functional urban areas have not been identified in Turkey.

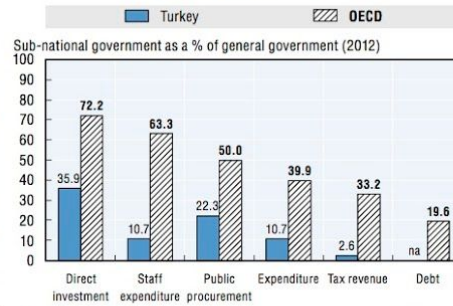
Regional disparities in unemployment trends



The difference of 10 percentage points between the highest unemployment rate in Izmir (14.7%) and the lowest (4.7%) places Turkey in the top 10 OECD countries with the highest regional disparities.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933108947>

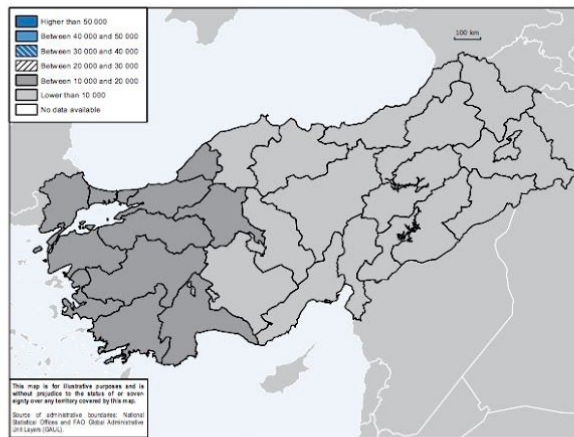
The role of sub-national governments in public finance



In Turkey, 36% of the total public investment was carried out by SNGs, compared to 72% in the OECD area. SNG investment has decreased in Turkey from USD 262 per capita in 2007 to USD 182 per capita in 2011.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933108966>

Regional differences in GVA per capita levels



Regional GVA for Turkey corresponds to reference year 2001.